



Programme de Transformation Economique et Sociale du Sénégal

**2025 - 2028**



**Tékk sa loxo ci réew mi**



## PREALABLE

- Une banque d'investissement numérique unique pour l'autofinancement, fonctionnant comme la seule banque de l'État du Sénégal, centraliserait tous les paiements et dépôts du pays. Chaque citoyen et chaque entreprise disposerait d'un compte dans cette banque, assurant une gestion centralisée et accessible pour l'ensemble des transactions financières nationales.
- Moins d'État pour un État plus efficace Confier les politiques sectorielles (Primaire, secondaire et tertiaire) aux communes permettrait de réduire le rôle central de l'État, rendant son action plus efficace. En donnant aux communes la responsabilité de répondre aux besoins spécifiques de leurs populations, on limite la bureaucratie et on favorise des réponses locales adaptées. L'État jouerait un rôle de soutien et de coordination, en fournissant les ressources et les normes nécessaires. Cette approche décentralisée renforcerait également la participation citoyenne et l'implication des habitants dans les décisions locales, contribuant ainsi à une gouvernance plus proche des réalités du terrain.

En somme, cette initiative pourrait améliorer la gestion des finances publiques, renforcer l'efficacité de la politique monétaire et dynamiser le financement de l'économie sénégalaise, tout en redonnant le pouvoir au peuple.

## LISTES DES TABLEAUX GRAPHIQUES

Figure 1 : produits dérivés de gré à gré

Figure 2 : Le triangle d'incompatibilité

Figure 3 : La pauvreté

Figure 4 : L'indice de développement humain

Figure 5 : L'Identification Numérique Universelle

Figure 6 : Tokenisation et de titrisation des terres, des bœufs

Figure 7 : Projet CBCD dans le monde

## LISTE DES ACRONYMES, SIGLES & ABREVIATIONS

MMT (la Théorie Monétaire Moderne (TMM) ou Modern Monetary Theory (MMT))

CBDC (Central Bank Digital Currency) la Monnaie Numérique de Banque Centrale (MNBC)

GRP gouvernement ressource planning

AI (intelligence artificielle)

DAO Organisation Autonome Décentralisée

GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple)

BATX (Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi)

BlackRock, (fonds d'investissement américain)

ERP (Enterprise Resource Planning) Progiciel de Gestion Intégré

UMOA L'Union Monétaire Ouest Africaine

DeFi (finance décentraliser)

SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication)

BRI (Banque des Règlements Internationaux)

BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud)

ID (L'identité numérique)

FMI (fonds monétaire international)

TIC (Technologie de l'information)

UN (Nations Unies)

ANSD Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

# SOMMAIRE

---

PRÉALABLE.....	2
LISTES DES TABLEAUX GRAPHIQUES.....	3
LISTE DES ACRONYMES, SIGLES & ABRÉVIATIONS.....	4
SOMMAIRE .....	5
RÉSUMÉ.....	11
ABSTRACT.....	12
INTRODUCTION GÉNÉRALE .....	13
CHAPITRE 1 : Situation économique et financière mondiale .....	15
1.1. Situation économique et financière mondiale.....	15
1.1.1 Les politiques monétaires et fiscales des pays du G7 .....	15
1.1.2 Le Quantitative Easing (QE).....	16
1.1.3 Les fluctuations des taux de change.....	16
1.1.4 Les produits dérivés .....	17
1.1.4.1 Over the Counter (OTC) = produits dérivés de gré à gré.....	17
1.1.4.2 Les Contrats de rachats (Repo) .....	21

1.1.4.3 Le triangle d'incompatibilité .....	21
1.1.5 Le capitalisme de la captology .....	24
1.1.6 Ordre monétaire Mondial .....	26
1.2. La crise entre G7 et les BRICS sur l'ordre monétaire Mondial .....	27
1.2.1 Impacts sur les G20 .....	28
1.2.2 Impacts sur les pays africains .....	29
1.3. La guerre en Ukraine .....	30
1.3.1 Impact sur l'agriculture mondiale .....	31
1.3.2 Impact sur le pétrole et le gaz .....	32
1. 4 Situation économique d'UMOA .....	34
1.4.1Activité économique .....	35
1.4.2 Finances publiques et endettement.....	35
1.4.3 Équilibre extérieur.....	37
1.4.4 la monte du dollar et inflation .....	38
1.4.5 Évolution des monnaies numériques dans les pays d'UEMOA.....	39
1.5 les problèmes du Sénégal .....	41
1.5.1 La pauvreté et le fossé économique. ....	41

1.5.2 Une politique économique et sociale inadaptée .....	43
1.5.3 Le manque de ressources humaines qualifiées .....	44
1.5.4 Les problèmes environnementaux .....	46
1.5.5 Le dilemme de l'innovation et de l'intelligence artificielle .....	48

## **CHAPITRE 2 : Transformation économique et sociale du Sénégal..... 50**

2.1. Pilier 1 : Identification Numérique Universelle .....	50
2.1.1 Définition .....	50
2.1.2 Objectif stratégique .....	51
2.1.3 Actions prioritaires .....	52
2.1.4 Indicateurs de succès .....	52
2.1.5 Résultats attendus.....	52
2.1.6 Tokeniser ou titriser les ressources agricoles et animaux.....	54
2.1.6.1 Évaluation des Actifs.....	54
2.1.6.2 Développement de l'Identité Numérique.....	55
2.1.6.3. Tokenisation des Actifs .....	56
2.1.6.4. Accès au Financement.....	56
2.1.6.5. Formation et Sensibilisation.....	56

2.1.6.6. Suivi et Évaluation .....	57
2.1.6.7. Engagement des Parties Prenantes .....	57
2.1.6.8. Exemples de Mise en Pratique .....	57
2.2. Pilier 2 : Sécurité Sociale, Alimentaire et Médicale Universelle .....	58
2.2.1 Définition .....	58
2.2.2. Objectif stratégique .....	58
2.2.3 Actions prioritaires .....	59
2.2.3.1. Bourse alimentaire indexée .....	59
2.2.3.2. Souscription à une assurance médicale universelle : .....	59
2.2.4. Distribution numérique et traçabilité : .....	59
2.2.5. Mise en place de partenariats avec les prestataires de santé .....	60
2.2.6. Indicateurs de succès .....	60
2.2.7. Résultats attendus .....	60
2.3. Pilier 3 : Politique Budgétaire .....	61
2.3.1 définition .....	61
2.3.2. Objectif stratégique .....	61
2.3.3. Actions prioritaires .....	62

2.3.5. Résultats attendus.....	62
2.4. Pilier 4 : Politique Monétaire .....	63
2.4.1. Définition .....	63
2.4.2. Projet CBCD dans le monde .....	64
2.4.3. Principales conclusions .....	65
2.4.4. Objectif stratégique .....	67
2.4.4.1. Actions prioritaires .....	67
2.4.4.2. Indicateurs de succès.....	67
2.4.4.3. Résultats attendus.....	67
2.5. Pilier 5 : Planification des Ressources Gouvernementales .....	69
2.5.1 Définition .....	69
2.5.2. Objectif stratégique .....	70
2.5.2.1. Actions prioritaires .....	70
2.5.2.2. Indicateurs de succès.....	70
2.5.2.3. Résultats attendus.....	70
<b>CHAPITRE 3 : Budget et Planification .....</b>	<b>72</b>
3.1 BUDGET.....	72

3.1.1 Proposition d'un Système Budgétaire Triennal .....	72
3.1.1.1 Comprendre le Contexte Sénégalais .....	72
3.1.1.2 Le Modèle Budgétaire Proposé .....	72
<b>3.1.2. Principes Clés du Budget.....</b>	<b>73</b>
<b>3.1.3. Recommandations Spécifiques.....</b>	<b>74</b>
<b>3.1.4. Facteurs à Considérer .....</b>	<b>74</b>
3.2 PLANIFICATION.....	75
3.2.1 Première année (2025) : Lancement du Programme .....	75
3.2.2 Deuxième année (2026) : Expansion des Projets .....	76
3.2.3 Troisième année (2027) : Consolidation et Autonomisation Communale .....	76
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	78
BIOGRAPHIE.....	80

## RESUME

Le Programme de Transformation Économique et Sociale du Sénégal est conçu pour réformer l'économie en s'appuyant sur cinq piliers stratégiques visant la mobilisation des ressources et le développement solidaire. Il ambitionne d'assurer une distribution équitable des richesses à travers des mesures telles que l'identification numérique universelle pour renforcer l'inclusion financière, et la sécurité alimentaire et médicale pour couvrir les besoins de millions de ménages. La mise en place d'une politique fiscale innovante fondée sur la Théorie Monétaire Moderne (MMT) et l'introduction de monnaies digitales de banque centrale (CBDC) visent à moderniser le système financier et réduire la dépendance à la dette extérieure.

En parallèle, le programme prévoit l'amélioration de la gestion publique via un système intégré de planification des ressources gouvernementales (GRP), pour plus de transparence et d'efficacité. En adoptant des solutions adaptées aux réalités locales, telles que suggérées par des économistes comme Daron Acemoglu, le Sénégal pourrait surmonter des obstacles tels que la dette, la corruption et l'héritage colonial. En combinant innovation technologique et réforme de la gestion publique, ce programme aspire à stimuler la croissance inclusive et la prospérité économique du pays.

## ABSTRACT

Senegal's Economic and Social Transformation Program is designed to reform the economy through five strategic pillars focused on mobilizing resources and fostering inclusive development. The program aims to ensure equitable distribution of wealth through measures such as universal digital identification to boost financial inclusion and universal food and medical security to meet the needs of millions of households. The adoption of an innovative fiscal policy based on Modern Monetary Theory (MMT) and the introduction of Central Bank Digital Currencies (CBDCs) aim to modernize the financial system and reduce dependence on external debt.

Additionally, the program plans to enhance public administration through an integrated Government Resource Planning (GRP) system to improve transparency and efficiency. By adopting solutions tailored to local realities, as suggested by economists like Daron Acemoglu, Senegal can overcome challenges such as debt, corruption, and colonial legacy. By combining technological innovation and public administration reform, this program aspires to foster inclusive growth and economic prosperity in the country.

## Introduction Générale

Le 16 octobre 2024 les lauréats du prix Nobel d'économie Daron Acemoglu, James A. Robinson et Simon Johnson ont souligné que les modèles de développement économique qui ont fait leurs preuves dans les pays occidentaux ne peuvent être appliqués tels quels en Afrique. Les contextes historiques, culturels, politiques et économiques sont radicalement différents. L'héritage colonial, les instabilités politiques, la corruption, la dette extérieure et le manque d'infrastructures sont autant de facteurs qui complexifient considérablement les trajectoires de développement en Afrique. Ces économistes alertent sur les risques de calquer des solutions occidentales sur des réalités africaines très spécifiques, insistant sur la nécessité d'adapter les stratégies à chaque contexte national. Le Sénégal est à un tournant crucial de son développement économique et social. Les défis structurels tels que la pauvreté, l'inclusion financière, la gestion budgétaire et monétaire, ainsi que l'efficacité de l'administration publique, nécessitent une approche holistique et innovante. La vision est que **les ressources financières de tout le Sénégal devraient être mobilisées pour résoudre les problèmes de tous les Sénégalais, afin de promouvoir le développement et la solidarité dans tout le pays.** "Xaalis bu ñépp bokk war na jariñ ñépp." Ce programme propose cinq piliers stratégiques visant à assurer la transformation durable et inclusive du pays. la digitalisation du système e-gouvernement en utilisant Identité numérique (ID) ,la Modern Monetary Theory (MMT), les Central Bank Digital Currencies (CBDC) et un GRP est pertinent et soulève plusieurs points importants. Voici quelques raisons pour lesquelles ce programme est pertinent

La lutte contre la pauvrette accès aux soins de santé primaire et transformation numérique : La digitalisation du système e-gouvernement est devenue un enjeu majeur dans de nombreux

pays. Elle vise à moderniser les processus gouvernementaux, à améliorer l'efficacité des services publics et à offrir des interactions plus transparentes et plus accessibles entre les gouvernements et les citoyens.

L'identité numérique ID est un enjeu majeur de notre société numérique, à la fois porteur d'opportunités et de risques. Il est essentiel de comprendre son fonctionnement et de prendre les mesures nécessaires pour la protéger.

Impact de la MMT : La Modern Monetary Theory (MMT) remet en question les croyances traditionnelles en matière de politique monétaire et fiscale. Son application potentielle dans le contexte de la digitalisation du système e-gouvernement suscite un débat sur les politiques économiques qui pourraient soutenir cette transformation.

Central Bank Digital Currencies (CBDC) : Les CBDC représentent une évolution majeure dans les systèmes financiers, offrant des opportunités pour des paiements plus rapides, plus sécurisés et plus transparents. Leur utilisation dans le cadre de la digitalisation du système e-gouvernement peut avoir un impact significatif sur les transactions financières et les interactions entre le gouvernement et les citoyens.

Intégration d'un GRP : L'utilisation d'un GRP (Gouvernement Resource Planning) dans le système e-gouvernement peut être pertinente pour centraliser et automatiser les processus gouvernementaux, optimiser la gestion des ressources et améliorer la planification budgétaire.

Coordination et implication des parties prenantes : La mise en œuvre de la digitalisation du système e-gouvernement avec l'ID, la MMT, les CBDC et un GRP nécessite une coordination étroite entre le gouvernement, la banque centrale, le GRP et les citoyens.

En conclusion, la digitalisation du système e-gouvernement en utilisant l'ID, la MMT, les CBDC et un GRP est pertinent car il explore les possibilités de transformation numérique des gouvernements, l'impact des théories économiques et des innovations technologiques sur les politiques publiques, ainsi que les défis et les opportunités liés à cette transition.

## **CHAPITRE 1 Situation économique et financière mondiale**

### **1.1. Les problèmes de l'économie mondiale**

La pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine ont tous deux des impacts économiques importants sur l'économie mondiale, avec des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement, une baisse de la demande, des pressions sur les ressources financières et une instabilité financière. Cependant, l'ampleur de cet impact dépendra de la durée et de l'intensité de ces crises et de la manière dont les gouvernements et les marchés réagissent à la situation.

#### **1.1.1 Les politiques monétaires et fiscales des pays du G7**

Les mesures de confinement et de quarantaine pour lutter contre la pandémie de COVID-19 ont entraîné des perturbations importantes dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les mesures de confinement ont également entraîné une baisse de la demande de produits et de services, ce qui a eu un impact sur les entreprises et les économies du monde entier. La pandémie a également entraîné des pressions sur les ressources financières, avec des pertes d'emplois, des faillites d'entreprises et des difficultés financières pour de nombreux ménages.

Il est difficile de donner une réponse détaillée à la situation économique et financière mondiale en raison de sa complexité et de l'évolution constante des économies mondiales.

Cependant, en général, la situation économique mondiale en 2023 est influencée par plusieurs facteurs tels que la pandémie de COVID-19, les politiques fiscales et monétaires des gouvernements que dont le quantitative easing (QE) et les fluctuations des taux de change.

### **1.1.2 Le Quantitative Easing (QE)**

Une politique monétaire utilisée par les banques centrales pour injecter de la liquidité dans l'économie. Le QE se fait généralement en achetant des actifs financiers, tels que des obligations gouvernementales ou des obligations d'entreprise, sur le marché monétaire. Cela injecte de l'argent dans l'économie et peut stimuler la croissance économique en stimulant la demande pour les biens et services.

Le QE est souvent utilisé comme dernier recours lorsque les taux d'intérêt traditionnels sont à leur niveau le plus bas et ne peuvent plus être abaissés pour stimuler l'économie. Cependant, l'utilisation du QE peut également entraîner des risques pour l'économie, tels que l'inflation, une augmentation des prix des actifs et des incertitudes quant à la durabilité de la croissance économique.

En général, le QE est une politique monétaire complexe qui doit être utilisée avec prudence et évaluée attentivement par les banques centrales pour minimiser les conséquences négatives sur l'économie.

### **1.1.3 Les fluctuations des taux de change :**

Les fluctuations des taux de change sont les variations à court terme des taux d'échange entre les devises différentes. Elles sont causées par un certain nombre de facteurs, tels que les taux d'intérêt, les politiques monétaires, les conditions économiques, les soldes budgétaires et la stabilité politique.

Les fluctuations des taux de change peuvent avoir des impacts sur les entreprises, les investisseurs et les consommateurs. Par exemple, si le taux de change de la monnaie d'un pays s'apprécie, les produits importés deviendront moins chers, ce qui peut réduire les prix de certains produits pour les consommateurs. Cependant, si le taux de change s'apprécie trop rapidement, cela peut également rendre les exportations plus chères, ce qui peut réduire les ventes à l'étranger et ralentir la croissance économique.

Les fluctuations des taux de change peuvent également affecter les entreprises qui opèrent à l'échelle internationale, en impactant les coûts des produits importés et exportés, ainsi que les bénéfices réalisés sur les transactions internationales. Les investisseurs peuvent également être affectés par les fluctuations des taux de change en ce qui concerne les investissements dans des devises différentes.

Enfin, les fluctuations des taux de change peuvent également influencer la politique monétaire des banques centrales, car elles peuvent impacter les taux d'intérêt et les économies nationales.

#### **1.1.4 Les produits dérivés :**

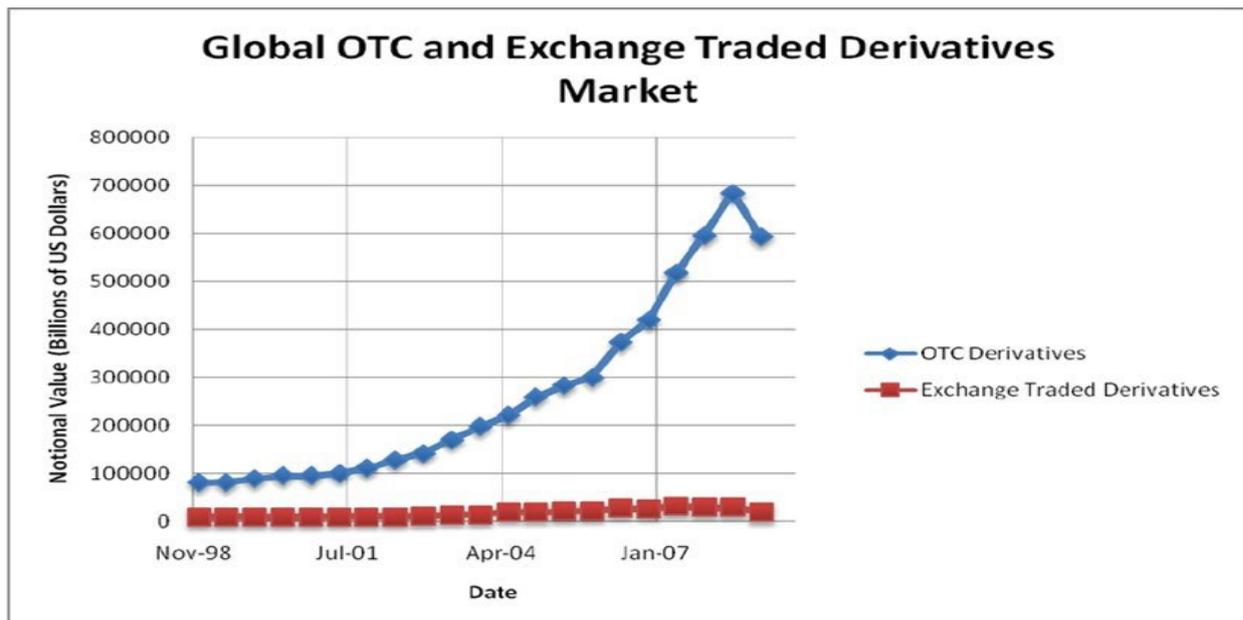
Les produits dérivés sont des instruments financiers basés sur des actifs sous-jacents tels que des devises, des matières premières, des actions ou des taux d'intérêt. Ils ne possèdent pas de valeur en eux-mêmes, mais dérivent de la performance d'autres actifs. Les produits dérivés peuvent être utilisés à des fins de couverture ou de spéculation et incluent des instruments tels que les futures, les options, les swaps et les contrats à terme. Les produits dérivés peuvent être complexes et présentent des risques importants pour les investisseurs inexpérimentés. Il est important de comprendre les termes et les risques associés à ces produits avant de les utiliser

dans une stratégie d'investissement. Le swap de dérivés est un type particulier de dérivé utilisé pour échanger des flux de trésorerie futurs entre deux parties. Il permet aux parties de se couvrir ou de spéculer sur des mouvements futurs des taux d'intérêt, des devises ou d'autres actifs financiers. Dans un swap de dérivés, les deux parties s'entendent sur les termes de l'échange, y compris la durée du contrat, les montants en jeu et les modalités de paiement. Les deux parties acceptent alors de verser régulièrement des paiements à l'autre partie, en fonction des mouvements futurs des actifs sous-jacents. Les swaps de dérivés sont souvent utilisés par les grandes entreprises et les investisseurs institutionnels pour gérer leur exposition aux risques financiers.

#### **1.1.4.1 Over-the-Counter (OTC) = produits dérivés de gré à gré**

L'enquête triennale de la BRI auprès des banques centrales sur les marchés des changes et des produits dérivés de gré à gré (OTC) est la source d'information la plus complète sur la taille et la structure de ces marchés sur la taille et la structure de ces marchés<sup>2</sup>. Ce numéro spécial de la Revue trimestrielle de la BRI s'appuie sur les données compilées par l'édition 2022 de l'enquête. Ce numéro spécial de la Revue trimestrielle de la BRI s'appuie sur les données compilées dans le cadre de l'édition 2022 de l'enquête triennale.

Les obligations de paiement découlant des swaps/forwards de change et des swaps de devises sont stupéfiantes. Toutes devises confondues, les encours à fin juin 2022 atteignaient 97 000 milliards de dollars, contre 67 000 milliards de dollars en 2016. Ce montant correspond au PIB mondial en 2021 (96 000 milliards de dollars) et représentait trois fois le commerce mondial (29 000 milliards de dollars). Et il dépasse les investissements de portefeuille externes mondiaux (81 000 milliards de dollars) et les créances bancaires internationales (40 000 milliards de dollars). (40 000 milliards de dollars) à la fin de 2021.



FIGURES 1

Les produits dérivés de gré à gré (OTC) constituent un problème systémique en raison de leur manque de transparence, de leur risque de contrepartie et de leur potentiel à amplifier les crises financières.

Leur nature opaque rend difficile l'évaluation des risques qu'ils posent pour le système financier dans son ensemble. Le risque de contrepartie est élevé, car chaque partie est responsable de l'exécution de ses obligations envers l'autre. Si une contrepartie défaille, cela peut entraîner des pertes importantes pour l'autre partie et, dans le cas de contreparties importantes, pour l'ensemble du système financier.

La crise financière de 2008 a montré comment les produits dérivés OTC peuvent jouer un rôle dans la propagation des crises. La complexité de ces produits et la réglementation insuffisante à laquelle ils sont soumis font d'eux une source de risques majeurs pour la stabilité financière.

Malgré les avantages qu'ils peuvent offrir, tels que la gestion des risques et la spéculation, il est crucial de s'attaquer aux problèmes systémiques posés par les produits dérivés OTC pour garantir la stabilité du système financier.

La dette cachée, qui est estimée à environ 97 000 milliards de dollars, représente un problème potentiel pour l'économie mondiale pour plusieurs raisons :

- A.     Instabilité financière : La dette cachée peut causer une instabilité financière en cas de crise économique, de récession ou de faillite de l'emprunteur. Cela peut avoir un impact négatif sur les marchés financiers et les économies nationales.
  
- B.     Transparence insuffisante : La dette cachée peut être cachée aux yeux des investisseurs et des gouvernements, ce qui peut compromettre la transparence de l'information financière. Cela peut rendre difficile pour les investisseurs de prendre des décisions éclairées et pour les gouvernements de surveiller les finances publiques.
  
- C.     Risque accru d'investissement : La dette cachée peut augmenter les risques pour les investisseurs en les mettant en danger d'investir dans des projets financièrement insoutenables.
  
- D.     Déséquilibre des finances publiques : La dette cachée peut entraîner un déséquilibre des finances publiques en obligeant les gouvernements à consacrer plus de fonds pour rembourser la dette et moins pour d'autres dépenses publiques telles que la santé, l'éducation ou les infrastructures.

E. Inégalité : La dette cachée peut accentuer les inégalités économiques en concentrant les avantages financiers entre les mains d'un petit nombre de personnes et en affectant les opportunités économiques pour les citoyens ordinaires.

En conclusion, la dette cachée est un problème important pour l'économie mondiale car elle peut entraîner une instabilité financière, une transparence insuffisante, un risque accru d'investissement, un déséquilibre des finances publiques et une inégalité accrue. Les gouvernements peuvent travailler pour renforcer la transparence et la responsabilité financière pour minimiser les conséquences négatives de la dette cachée.

#### **1.1.4.2 Les Contrats de rachats (Repo)**

Un accord de rachat (repo) est un type de prêt à court terme qui est couramment utilisé par les institutions financières pour lever des fonds. Dans une opération de mise en pension, l'emprunteur vend des titres (généralement des obligations d'État) à un prêteur et accepte de racheter les mêmes titres à une date ultérieure à un prix plus élevé, utilisant effectivement les titres comme garantie du prêt. La différence entre le prix de vente et le prix de rachat représente les intérêts perçus par le prêteur sur le prêt. Les pensions sont largement utilisées sur les marchés financiers comme moyen de financement et sont considérées comme un investissement à faible risque. Elles sont généralement utilisées pour des emprunts au jour le jour ou à court terme, bien que des pensions à plus long terme soient également possibles.

#### **1.1.4.2 Le triangle d'incompatibilité**

Le triangle d'incompatibilité est un concept en économie qui décrit les trois objectifs souvent contradictoires que peuvent avoir les politiques économiques d'un pays :

- Un Régime de change fixe,
- Indépendance de la politique monétaire
- Une mobilité parfaite des capitaux

Ce dernier permet de distinguer les effets des politiques budgétaires et monétaires en fonction de régime de changes dans lequel se trouve le pays étudié.

. Le triangle d'incompatibilité affirme que ces trois objectifs ne peuvent pas être atteints simultanément et que le choix entre eux dépend des priorités politiques et économiques d'un pays. Un triangle d'incompatibilité entre régime de changes fixes, politique monétaire autonome et libre circulation des capitaux En effet, en régime de changes fixes, si la Banque Centrale mène une politique monétaire expansionniste, cela va entraîner la baisse du taux d'intérêt domestique, ce qui va, dans le cadre d'une libre circulation des capitaux, faire fuir les capitaux vers des investissements à l'étranger, qui sont alors plus rentables. La monnaie domestique va alors se dévaluer et la Banque Centrale sera forcée d'utiliser ses réserves de change pour compenser la dépréciation monétaire. Elle perd donc l'autonomie de sa politique monétaire dans le cadre d'un régime de changes fixes et libre circulation des capitaux. La question de la pertinence de l'union des banques centrales des pays dont les taux de changes sont fixes se pose alors.

Une zone monétaire optimale regroupe des pays dont la structure de l'économie est homogène et qui ont adopté une monnaie unique commune. La mise en place d'une union monétaire apporte la stabilité du taux de change entre les pays de la zone mais implique de renoncer à utiliser celui-ci comme instrument de politique économique. Alors une analyse coût-bénéfice de l'union monétaire afin de définir des critères économiques selon lesquels les pays ou régions du monde auraient intérêt à adopter une monnaie commune

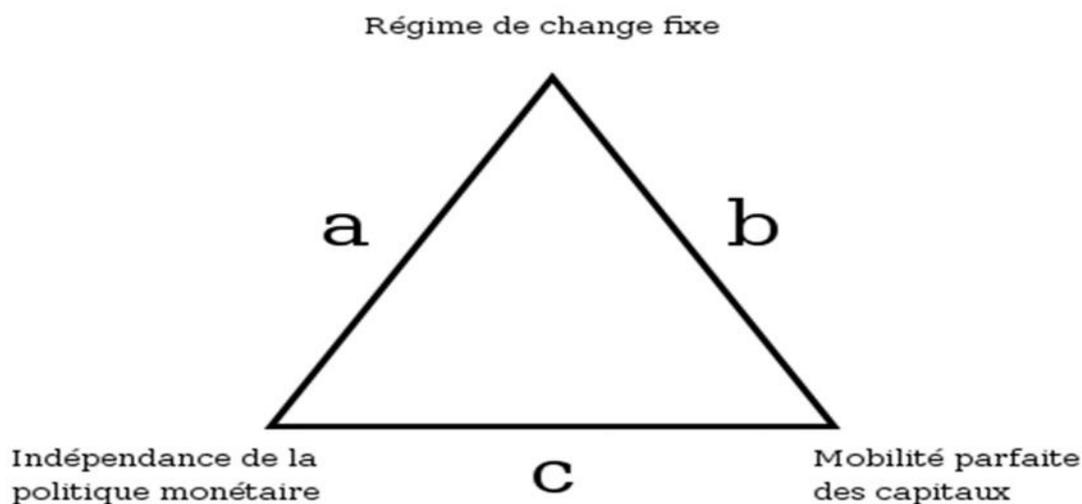


Figure 2

Ces trois éléments constituent le trépied classique de la théorie de la zone monétaire optimale (ZMO) en économie internationale.

- Un régime de change fixe signifie que la valeur d'une monnaie est fixée par rapport à une autre monnaie ou à un panier de monnaies, et que cette valeur est maintenue par les autorités monétaires par des interventions sur le marché des changes. Ce régime peut offrir la stabilité des prix, la prévisibilité et la facilité des échanges commerciaux, mais il peut également rendre plus difficile l'ajustement économique en cas de chocs économiques externes ou internes.

- L'indépendance de la politique monétaire signifie que les autorités monétaires ont le pouvoir de décider des taux d'intérêt et de la masse monétaire sans interférence politique ou externe. Cela peut permettre à la banque centrale de poursuivre ses objectifs de stabilité des prix ou de croissance économique sans pression politique ou d'influence extérieure.
- La mobilité parfaite des capitaux signifie qu'il n'y a pas de restrictions sur les flux de capitaux entrants et sortants, et que les investisseurs peuvent facilement transférer leur capital d'un pays à l'autre. Cette mobilité peut offrir des avantages en termes d'efficacité des investissements et de répartition des risques, mais elle peut également rendre les économies vulnérables aux crises financières et aux mouvements spéculatifs de capitaux.

Ensemble, ces trois éléments sont considérés comme importants pour assurer l'efficacité et la stabilité d'une zone monétaire. Cependant, les avantages et les inconvénients de chacun de ces éléments peuvent varier selon les caractéristiques économiques et politiques de chaque pays ou région.

En général, il y a des signes d'une reprise économique en cours, mais il est encore incertain comment les économies mondiales vont évoluer à long terme.

### **1.1.5 Le capitalisme de la captology**

La captology peut être vue comme un aspect du capitalisme moderne en ce qu'elle peut être utilisée pour maximiser les profits des entreprises en influençant les comportements et les attitudes des consommateurs. Les entreprises peuvent utiliser les principes de la captology

pour concevoir des produits et des services qui encouragent les consommateurs à acheter plus, à rester plus longtemps sur leurs sites Web ou à utiliser plus souvent leurs produits.

En utilisant la captology pour influencer les consommateurs, les entreprises peuvent augmenter leur chiffre d'affaires et leur rentabilité. Cependant, cela peut également être vu comme une forme de manipulation et peut mener à des conséquences négatives pour les consommateurs, telles que des décisions d'achat inappropriées ou des comportements addictifs.

Les GAFA (Google, Apple, Facebook et Amazon) utilisent les principes de la captology pour concevoir leurs produits et services de manière à maximiser l'engagement et la fidélité des utilisateurs. Par exemple :

Google utilise l'analyse de données pour personnaliser les résultats de recherche et les annonces publicitaires en fonction des intérêts des utilisateurs.

Apple utilise le design attractif de ses produits pour les rendre attrayants pour les consommateurs.

Facebook utilise les algorithmes pour classer les informations affichées dans le fil d'actualité en fonction de leur pertinence pour l'utilisateur, ce qui peut les encourager à passer plus de temps sur le site.

Amazon utilise des recommandations personnalisées pour inciter les utilisateurs à acheter plus de produits sur son site.

Ces pratiques peuvent être très efficaces pour inciter les utilisateurs à utiliser davantage les produits et services des GAFA, ce qui peut renforcer leur pouvoir sur le marché et accroître

leur chiffre d'affaires. Cependant, elles peuvent également susciter des préoccupations quant à la protection de la vie privée et à l'utilisation de l'information personnelle des utilisateurs pour les influencer. Les GAFAs doivent donc faire attention à équilibrer les avantages économiques de l'utilisation de la captology avec les considérations éthiques et morales.

Dans l'ensemble, le capitalisme peut être considéré comme un moteur de l'essor de la captology, car les entreprises cherchent à maximiser leur profit en utilisant toutes les méthodes disponibles pour influencer les comportements des consommateurs. Cependant, cela peut également susciter des préoccupations quant à la moralité et à l'éthique de ces pratiques.

### **1.1.6 Ordre monétaires mondiale**

L'ordre monétaire mondial désigne l'ensemble des règles, des institutions et des conventions qui régissent les échanges économiques et financiers internationaux. Cet ordre est caractérisé par la place prépondérante du dollar américain et par la dominance des économies développées dans la définition des normes et des politiques monétaires.

L'ordre monétaire mondial repose sur plusieurs institutions et accords internationaux :

- Le Fonds monétaire international (FMI) : créé en 1944 pour favoriser la coopération monétaire internationale et faciliter les échanges commerciaux. Le FMI est chargé de promouvoir la stabilité des taux de change et de fournir une assistance financière aux pays qui en ont besoin.
- La Banque mondiale : créée en 1944 pour aider les pays en développement à financer des projets d'investissement et à lutter contre la pauvreté.
- Les accords de Bretton Woods : signés en 1944, ces accords ont établi le système de taux de change fixes en utilisant le dollar américain comme monnaie de réserve

internationale. Ce système a été abandonné en 1971, marquant la fin de l'étalon-or et l'émergence des taux de change flottants.

- Les accords du Plaza et du Louvre : signés en 1985 et 1987 respectivement, ces accords ont permis de coordonner les politiques monétaires des grandes économies développées pour stabiliser les taux de change.

Cependant, l'ordre monétaire mondial est en constante évolution et les relations économiques entre les pays changent avec le temps. Par exemple, la montée en puissance de la Chine et d'autres économies émergentes remet en question la domination du dollar américain et la place des économies développées dans la définition des normes et des politiques monétaires.

En somme, l'ordre monétaire mondial est un système complexe qui évolue avec le temps et qui est influencé par de nombreux facteurs, tels que la géopolitique, les politiques économiques des différents pays et les innovations technologiques.

## **1.2 a crise entre G7 et les BRICS sur ordre monétaire mondiale**

Il n'y a pas eu de crise ouverte entre le G7 et les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) concernant l'ordre monétaire mondial. Cependant, les pays membres des BRICS ont exprimé leur mécontentement face à l'ordre monétaire mondial actuel, qui repose sur le dollar américain en tant que monnaie de réserve internationale.

Les BRICS ont proposé la création d'une nouvelle monnaie de réserve internationale pour réduire leur dépendance vis-à-vis du dollar américain. En 2013, les BRICS ont créé une banque de développement, la Nouvelle Banque de Développement, destinée à financer des projets d'infrastructure et de développement durable dans les pays membres.

Cependant, le G7, qui est composé des États-Unis, du Canada, de l'Italie, de l'Italie, de l'Italie et du Japon, reste attaché au dollar américain en tant que monnaie de réserve internationale et considère que l'ordre monétaire mondial actuel est stable et efficace.

En somme, bien que les BRICS aient proposé des alternatives à l'ordre monétaire mondial actuel, il n'y a pas eu de crise ouverte entre le G7 et les BRICS sur cette question. Les relations entre les deux groupes de pays sont influencées par de nombreux autres facteurs, tels que les questions commerciales, les conflits géopolitiques et les enjeux environnementaux.

### **1.2.1 impacts sur les G20**

Le G20 est une organisation internationale qui réunit les principaux pays industrialisés et émergents, y compris les membres du G7 et les BRICS, ainsi que d'autres pays importants tels que l'Argentine, l'Australie, l'Indonésie, la Corée du Sud, le Mexique, l'Afrique du Sud, la Turquie et l'Arabie saoudite. Le conflit entre le G7 et les BRICS peut avoir des répercussions sur le fonctionnement et l'efficacité du G20 ainsi que sur d'autres pays.

D'une part, le conflit peut compliquer la coopération entre les membres du G20. Les tensions entre les membres du G7 et les BRICS peuvent rendre plus difficile la prise de décisions et la formulation de politiques communes au sein du groupe. Cela peut également réduire la capacité du G20 à répondre aux défis économiques mondiaux tels que les crises financières et les déséquilibres commerciaux.

D'autre part, le conflit peut avoir des effets néfastes sur les autres pays, en particulier les pays en développement. Les tensions entre les membres du G7 et les BRICS peuvent entraver la coopération économique et le flux des investissements, ce qui peut réduire les perspectives de croissance économique et de développement dans les pays en développement.

En outre, le conflit peut également conduire à une polarisation plus grande entre les pays industrialisés et émergents, ce qui peut affecter les relations économiques et politiques entre ces pays. Les pays en développement peuvent être pris entre deux feux et confrontés à des choix difficiles en matière de politique étrangère et économique.

Dans l'ensemble, le conflit entre le G7 et les BRICS peut avoir des répercussions importantes sur l'ordre économique mondial et les relations internationales. Il est important que les membres du G20 travaillent ensemble pour résoudre les différends et promouvoir la coopération économique et politique internationale.

### **1.2.2 Impact sur les Pays Africains**

Le conflit entre le G7 (les sept pays les plus industrialisés du monde) et les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) peut avoir un impact sur les pays africains de différentes manières. Voici quelques points à considérer :

- Commerce international : Les BRICS sont des acteurs importants dans le commerce international, et leur conflit avec le G7 peut avoir des répercussions sur les échanges commerciaux avec les pays africains. Les pays africains peuvent être affectés si les BRICS adoptent des politiques commerciales restrictives pour se protéger contre les politiques commerciales du G7. Cela pourrait entraîner une diminution des exportations de produits africains vers les pays BRICS, ainsi qu'une baisse des investissements en provenance de ces pays.
- Développement économique : Les BRICS ont été des partenaires importants dans le développement économique de l'Afrique ces dernières années, avec des investissements dans des projets d'infrastructure, des industries extractives et des

services. Si le conflit avec le G7 affecte la capacité des BRICS à investir dans ces projets, cela pourrait entraver le développement économique de l'Afrique.

- **Coopération internationale :** Le conflit entre le G7 et les BRICS peut également avoir un impact sur la coopération internationale dans des domaines tels que la santé, l'éducation et l'aide humanitaire. Les pays africains pourraient souffrir si les différences politiques entre le G7 et les BRICS empêchent ces pays de recevoir une aide internationale adéquate.
- **Déséquilibres géopolitiques :** Le conflit entre le G7 et les BRICS pourrait également accentuer les déséquilibres géopolitiques en Afrique, avec certains pays africains étant obligés de choisir un camp plutôt qu'un autre. Cela pourrait entraîner une polarisation politique et une fragmentation régionale, qui pourraient être préjudiciables à la stabilité et à la sécurité en Afrique.

En résumé, le conflit entre le G7 et les BRICS peut avoir un impact sur les pays africains à plusieurs niveaux, allant du commerce international au développement économique, en passant par la coopération internationale et les équilibres géopolitiques. Il est donc important de surveiller de près l'évolution de cette situation et d'essayer de minimiser ses effets négatifs potentiels.

### **1.3 La guerre en Ukraine**

La guerre en Ukraine peut avoir un impact économique sur l'Ukraine et sur les pays qui ont des liens commerciaux et financiers avec l'Ukraine. Voici quelques exemples d'impact possible de la guerre ukrainienne sur l'économie mondiale :

- Perturbations des chaînes d'approvisionnement : L'Ukraine est un important producteur de céréales, de métaux et de produits chimiques. Les perturbations de la production et des exportations de ces produits en raison de la guerre peuvent perturber les chaînes d'approvisionnement et entraîner des pénuries ou des augmentations de prix.
- Augmentation des prix de l'énergie : L'Ukraine est également un important pays de transit de gaz naturel russe vers l'Europe. La guerre peut perturber les livraisons de gaz, ce qui pourrait entraîner une augmentation des prix de l'énergie en Europe.
- Instabilité financière : La guerre en Ukraine peut provoquer une instabilité financière dans les pays qui ont des liens économiques avec l'Ukraine. Les investisseurs peuvent être réticents à investir dans des économies qui sont en proie à l'instabilité politique ou militaire.
- Pression sur les devises : La guerre en Ukraine peut provoquer une pression sur les devises des pays voisins de l'Ukraine. Les investisseurs peuvent vendre des devises de pays voisins pour acheter des devises plus sûres, ce qui peut entraîner une dépréciation de la monnaie.
- Répercussions sur le commerce international : La guerre peut entraîner une baisse du commerce international avec l'Ukraine et les pays voisins, ce qui peut nuire aux exportateurs et importateurs.

Ainsi nous allons analyser les deux aspects les plus importantes qui sont agriculture et énergies (pétrole et gaz)

### 1.3.1 Impact sur l'agriculture mondiale

La guerre entre l'Ukraine et la Russie peut également avoir un impact sur l'agriculture mondiale, en particulier sur les marchés des céréales et des produits agricoles tels que le blé, le maïs et le soja. Voici quelques impacts possibles :

- Perturbation des exportations de céréales : L'Ukraine est l'un des plus grands exportateurs de céréales au monde, et une grande partie de ces exportations passe par des ports situés sur la mer Noire. En cas de conflit, ces ports pourraient être fermés, entraînant une perturbation des exportations de céréales.
- Augmentation des prix des céréales : Si les exportations de céréales sont perturbées, les prix pourraient augmenter en raison de la diminution de l'offre. De plus, les tensions géopolitiques entre la Russie et l'Ukraine pourraient également entraîner une augmentation des prix, car les investisseurs peuvent avoir peur de la volatilité sur les marchés.
- Incertitude pour les agriculteurs ukrainiens : Les agriculteurs ukrainiens qui produisent des céréales pourraient être confrontés à une incertitude accrue en raison de la situation géopolitique. Les investisseurs pourraient être réticents à investir dans l'agriculture en Ukraine en raison des risques liés au conflit.
- Réorientation des flux commerciaux : Les pays qui dépendent de l'Ukraine pour leur approvisionnement en céréales pourraient chercher à diversifier leurs sources d'approvisionnement. Cela pourrait entraîner un changement dans les flux commerciaux de céréales à l'échelle mondiale.

En somme, la guerre entre l'Ukraine et la Russie peut avoir des conséquences importantes sur l'agriculture mondiale, mais il est difficile de prédire l'ampleur et la durée de ces impacts. Les pays et les acteurs économiques devront suivre de près l'évolution de la situation géopolitique pour adapter leur stratégie d'approvisionnement et de commerce.

### **1.3.2 Impact sur le pétrole et le Gaz**

La guerre entre l'Ukraine et la Russie peut avoir un impact significatif sur les marchés pétroliers et gaziers en raison de la proximité de la région aux principaux centres de production et de transport de ces ressources. Voici quelques impacts possibles :

- Perturbations de l'approvisionnement en pétrole et en gaz : La Russie est l'un des plus grands producteurs de pétrole et de gaz au monde, et une grande partie de ces ressources est transportée par des pipelines qui passent par l'Ukraine. En cas de conflit, ces pipelines pourraient être endommagés ou fermés, entraînant une perturbation de l'approvisionnement en pétrole et en gaz.
- Augmentation des prix du pétrole et du gaz : Si l'approvisionnement en pétrole et en gaz est perturbé, les prix pourraient augmenter en raison de la diminution de l'offre. De plus, les tensions géopolitiques entre la Russie et l'Ukraine pourraient également entraîner une augmentation des prix, car les investisseurs peuvent avoir peur de la volatilité sur les marchés.
- Incertitude pour les entreprises pétrolières et gazières : Les entreprises pétrolières et gazières qui opèrent en Russie et en Ukraine pourraient être confrontées à une incertitude accrue en raison de la situation géopolitique. Les investisseurs pourraient être réticents à investir dans ces entreprises en raison des risques liés au conflit.

- Réorientation des flux commerciaux : Les pays qui dépendent de la Russie pour leur approvisionnement en pétrole et en gaz pourraient chercher à diversifier leurs sources d'approvisionnement. Cela pourrait entraîner un changement dans les flux commerciaux de l'énergie à l'échelle mondiale.

En somme, la guerre entre l'Ukraine et la Russie peut avoir des conséquences importantes sur les marchés pétroliers et gaziers, mais il est difficile de prédire l'ampleur et la durée de cet impact

En résumé, la guerre en Ukraine peut avoir un impact économique important sur l'Ukraine et sur les pays voisins, ainsi que sur les pays ayant des liens économiques avec l'Ukraine.

Cependant, l'ampleur de cet impact dépendra de la durée et de l'intensité de la guerre et de la manière dont les gouvernements et les marchés réagissent à la situation.

#### **1. 4 Situation économique d'UMOA**

L'UMOA (Union Monétaire Ouest Africaine) est une organisation regroupant huit pays de l'Afrique de l'Ouest, qui ont adopté le franc CFA comme monnaie commune. Les huit pays membres sont le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La situation économique et financière des pays de l'UMOA peut varier en fonction des politiques économiques et des événements mondiaux. Cependant, en général, les pays de l'UMOA ont connu une croissance économique modérée avec une croissance moyenne du PIB réel de 6% en 2019, avant que la pandémie ne frappe ces dernières années, bien qu'elle ait été perturbée par la pandémie de COVID-19. En 2020, la croissance économique a été estimée à -

0,9%, en raison de la crise sanitaire mondiale qui a entraîné une baisse des échanges commerciaux, une réduction de la demande et une baisse des investissements étrangers.

Les pays de l'UMOA sont également confrontés à des défis en matière de développement économique, notamment en termes d'infrastructure, d'éducation et de santé. Cependant, des efforts sont en cours pour améliorer la situation. Par exemple, le Plan Stratégique de la BCEAO (Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest) 2016-2020 vise à renforcer la stabilité financière, à promouvoir l'inclusion financière, à améliorer la réglementation bancaire et à renforcer la coopération régionale.

#### **1.4.1 Activité économique**

Entre 2012 et 2019, la zone MOA a enregistré un taux de croissance moyen du PIB réel excédant 5,5% par an. En 2020, la région a fait preuve d'une certaine résilience face à la pandémie avec un taux de croissance estimé à 1,8% (contre une contraction de 1,7% pour l'Afrique subsaharienne) avant d'enregistrer un important rebond à 5,6% en 2021, tiré par l'accélération de la consommation privée et la reprise des exportations. Cette tendance a été particulièrement marquée au Bénin (7,2%), en Côte d'Ivoire (7%) et au Burkina Faso (6,9%), alors qu'elle s'inscrit dans un contexte où les risques sécuritaire et humanitaire (déplacements de population, famine) dans la zone sahélienne se sont aggravés et qu'ils menacent les zones septentrionales des pays du golfe de Guinée.

En 2021, en raison de perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et de la reprise de l'activité économique, les pressions inflationnistes se sont accentuées dans la zone, le taux d'inflation s'établissant en moyenne annuelle à 3,5% (contre 2,2% en 2020). La hausse des

prix des denrées alimentaires importées a été le principal moteur de l'inflation et a engendré une hausse de l'insécurité alimentaire, particulièrement dans les pays sahéliens.

#### **1.4.2 Finances publiques et endettement**

Les efforts de consolidation budgétaire qui avaient permis de respecter collectivement le plafond de déficit public de 3% du PIB dès 2019 (-2,3% du PIB) ont été mis à mal par la crise liée à la COVID-19. Ainsi, en 2020, le déficit public consolidé s'est fortement creusé à 5,7% du PIB, du fait de l'effet combiné d'une augmentation des dépenses (+3,2 points de PIB) liées à la pandémie et d'une baisse des recettes internes (-1,1 point de PIB) du fait du ralentissement économique et de certaines mesures d'exemption. En 2021, le déficit public est resté stable à 5,7% du PIB et les besoins de financement ont été couverts en grande partie par le marché régional ou par l'émission d'Eurobonds (Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal). Pour 2022, le déficit budgétaire de l'UMOA est projeté par le FMI à 4,9% du PIB, mais pourrait se dégrader davantage au regard du contexte inflationniste et des mesures de réponse mises en œuvre par les États pour atténuer les effets du conflit en Ukraine.

Le taux d'endettement de l'UMOA est estimé à 56,1% du PIB en 2021 selon le FMI, soit une augmentation de 5 points de PIB par rapport à 2020 et de 11,7 points de PIB par rapport à 2019. Cette évolution se justifie en grande partie par la hausse des besoins de financement engendré par la pandémie à COVID-19. Dans l'Union, la Guinée Bissau (80,7% ; risque de surendettement élevé selon le Fonds) et le Sénégal (75,7%) dépassent le plafond communautaire de l'UMOA de 70% du PIB tandis que le Togo s'en rapproche (63,8% du PIB). Si la part de la dette extérieure demeure la plus importante (33,7% du PIB en 2021 contre 22,4% pour la dette domestique), elle a néanmoins enregistré une diminution de 0,9

p.p. par rapport à 2020, traduisant la volonté des États d'accroître la part des ressources issues du marché régional. A noter qu'en termes de part, le Bénin dispose de la proportion la plus importante de dette extérieure (71,5% du total de la dette), suivi par la Côte d'Ivoire (64,4%) et le Niger (62,4%) tandis que le Togo dispose de la plus faible proportion (40,4%). Pour 2022, l'encours de la dette publique devrait légèrement progresser à 56,5% du PIB avant de se réduire pour atteindre 50% du PIB à l'horizon 2026, d'après les prévisions du FMI, au début de la crise Ukraine/Russie. Mais l'appréciation récente du dollar US par rapport à l'euro va renchérir à court terme le service de la dette extérieure des Etats libellés en dollar US et, si elle se maintient durablement, pourrait contraindre la soutenabilité de la dette de certains pays.

### **1.4.3 Équilibre extérieur**

L'union exporte principalement des matières premières au premier rang desquelles l'or (32% en 2020 – dernières données disponibles), le cacao (17%), les produits pétroliers (7%), le coton (5%) et l'anacarde (4%). Ses principaux clients sont la Suisse (notamment pour l'or), le Nigeria et l'Afrique du Sud. Le principal exportateur de la zone est la Côte d'Ivoire, qui représente à elle-seule autour de 40% des ventes. Les achats de l'UMOA sont par nature très diversifiés, les États-membres étant largement importateurs de biens intermédiaires et de consommation finale. Le principal fournisseur est la Chine (16%), suivie de la France (14%). Les échanges intracommunautaires demeurent faibles autour de 15% des échanges.

Si le déficit du compte courant s'est établi à un niveau relativement faible en 2020 (4,6% du PIB) en raison, entre autres, de l'allègement de la facture énergétique, le retournement à la hausse des cours du brut a participé à son creusement à 6,1% du PIB en 2021. De plus, le renchérissement des denrées importées et les conséquences du conflit en Ukraine sur les prix

de l'énergie devraient encore le dégrader pour atteindre 7,3% du PIB en 2022 d'après les prévisions du FMI. Cette projection pourrait même être dépassée avec l'appréciation récente du dollar US par rapport à l'euro qui renchérit encore plus les importations de la sous-région.

Pour autant, en 2021, les réserves de change ont progressé, en lien avec l'allocation spéciale de DTS du FMI, représentant 1,3% du PIB de l'UMOA en 2021, et les émissions d'Eurobonds de certains membres (2,6% du PIB). Ainsi, elles se sont établies à 5,8 mois d'importations de biens et services en 2021 (contre 5,5 mois en 2020), mais devraient se réduire sur le court terme pour atteindre 5 mois d'importations en 2023, en raison notamment de la réduction des entrées de capitaux et du coût des importations.

#### **1.4.4 la monte du dollar et inflation**

La montée du dollar américain peut avoir des répercussions sur les pays d'UMOA, y compris l'inflation, mais cela dépend de nombreux facteurs tels que la politique économique et monétaire du pays en question.

Si un pays UMOA est fortement tributaire des importations de biens et services en dollars américains, une hausse du dollar peut entraîner une augmentation des coûts de ces importations, ce qui peut entraîner une augmentation des prix sur le marché local. Cela peut conduire à une inflation si les producteurs et les détaillants augmentent les prix pour compenser leurs coûts plus élevés.

En outre, une forte augmentation de la demande de dollars américains peut entraîner une appréciation du dollar par rapport aux monnaies locales, ce qui peut réduire le pouvoir d'achat des consommateurs et des entreprises qui utilisent la monnaie locale.

Cependant, il est important de noter que l'inflation ne résulte pas simplement de la montée du dollar américain, mais plutôt de plusieurs facteurs économiques. Par exemple, la politique monétaire du pays peut également jouer un rôle important dans la régulation de l'inflation, notamment en contrôlant la quantité de monnaie en circulation.

Dans l'ensemble, la montée du dollar américain peut avoir des effets sur l'inflation dans les pays UMOA, mais cela dépend de nombreux facteurs économiques, notamment la politique économique et monétaire du pays en question. Avec une inflation élevée de 21.1% en Novembre 2022 peut indiquer que les coûts de production et les prix des biens et services augmentent rapidement dans les pays membres de la zone franc de l'Afrique de l'Ouest, ce qui peut affaiblir la valeur de la monnaie par rapport aux autres devises. Si la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ne parvient pas à contrôler l'inflation, cela peut avoir des conséquences économiques négatives pour la région.

La diminution des réserves de devises peut également être préoccupante pour la BCEAO et les pays membres de la zone franc de l'Afrique de l'Ouest. Les réserves de devises sont utilisées pour stabiliser les fluctuations du taux de change, soutenir la valeur de la monnaie et faciliter les transactions internationales. Si les réserves de devises diminuent, cela peut rendre la BCEAO plus vulnérable aux chocs économiques et financiers.

Dans l'ensemble, une inflation élevée de 21.1% en Novembre 2022 et une diminution des réserves de devises peuvent indiquer des problèmes économiques sérieux pour la BCEAO et les pays membres de la zone franc de l'Afrique de l'Ouest. Il est important que la BCEAO mette en place des politiques monétaires efficaces pour contrôler l'inflation, protéger la stabilité de la monnaie et renforcer les réserves de devises dans la région. Cela pourrait

inclure des mesures telles que l'ajustement des taux d'intérêt et la mise en place de politiques fiscales prudentes pour freiner l'inflation.

#### **1.4.5 Évolution des monnaies numériques dans les pays de Umoa**

L'utilisation des monnaies numériques, telles que Wave et Orange Money, a connu une croissance exponentielle dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) au cours des dernières années. En 2021, le nombre de comptes de monnaie électronique dans l'UEMOA a atteint 131 millions, en hausse de 39 % par rapport à 2020. Cette croissance est due à plusieurs facteurs, notamment :

L'adoption croissante des smartphones et de l'internet dans la région ;

La pandémie de COVID-19, qui a favorisé l'utilisation des services financiers numériques ;

Les efforts des autorités de l'UEMOA pour promouvoir l'inclusion financière.

Wave et Orange Money sont les deux principaux acteurs du marché de la monnaie électronique dans l'UEMOA. Wave, une start-up sénégalaise, a connu une croissance fulgurante depuis son lancement en 2017. En 2021, Wave comptait plus de 60 millions d'utilisateurs dans l'UEMOA. Orange Money, une filiale du groupe Orange, est également un acteur majeur du marché. En 2021, Orange Money comptait plus de 50 millions d'utilisateurs dans l'UEMOA.

Les monnaies numériques ont permis de faciliter l'accès aux services financiers pour les populations les plus vulnérables, notamment les personnes vivant en zone rurale ou les personnes n'ayant pas accès à un compte bancaire. Elles ont également contribué à réduire les coûts des transactions financières.

L'évolution des monnaies numériques dans l'UEMOA est un phénomène majeur qui a le potentiel de transformer le secteur financier de la région.

Voici quelques-unes des principales tendances qui devraient marquer l'évolution des monnaies numériques dans l'UEMOA au cours des prochaines années :

La poursuite de la croissance du nombre d'utilisateurs ;

L'élargissement des services proposés, notamment l'accès aux crédits et à l'épargne ;

Le développement de partenariats entre les acteurs du marché, notamment les banques et les opérateurs de téléphonie mobile ;

La réglementation des monnaies numériques par les autorités de l'UEMOA.

L'évolution des monnaies numériques dans l'UEMOA est une opportunité pour les populations de la région d'accéder à des services financiers plus accessibles et plus abordables.

### **1.5 les problèmes du Sénégal**

Le Sénégal, pays d'Afrique de l'Ouest aux ressources et potentialités notables, est confronté à plusieurs défis qui freinent sa croissance et son développement. La pauvreté persistante, un fossé croissant entre riches et pauvres, des politiques inadaptées aux réalités locales, un manque de ressources humaines qualifiées, des problématiques environnementales exacerbées par le changement climatique, et le dilemme de l'innovation – particulièrement en matière d'intelligence artificielle – constituent des enjeux de taille. Cet exposé se propose d'examiner chacun de ces problèmes en détail, en vue d'identifier leurs causes et les possibles solutions pour assurer un avenir plus prospère et équitable au Sénégal.

### 1.5.1. La pauvreté et le fossé économique :



Figure 3

La pauvreté est un problème profondément enraciné au Sénégal, avec une inégalité de plus en plus marquée entre les riches et les pauvres. La pauvreté reste un défi majeur au Sénégal, avec des inégalités économiques significatives entre les différentes couches de la population. Les données de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) montrent qu'environ 37,8 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, un chiffre qui traduit l'ampleur de la précarité. Cette situation est encore plus alarmante dans les zones rurales, où le taux de pauvreté dépasse souvent 50 %, contre environ 26 % dans les zones urbaines.

L'ANSD révèle également un fossé économique croissant, illustré par un coefficient de Gini – un indicateur mesurant les inégalités de revenus – qui a tendance à augmenter. Cette fracture se traduit par des différences d'accès aux services sociaux de base tels que l'éducation, la santé et l'eau potable, particulièrement en milieu rural. Les revenus moyens des ménages les plus

riches sont plus de dix fois supérieurs à ceux des plus pauvres, un écart qui favorise la montée des tensions sociales et le populisme.

Les causes de ce fossé économique sont multiples. Elles incluent des politiques de redistribution de richesse insuffisantes, des disparités géographiques dans l'accès aux opportunités économiques et un secteur informel qui emploie la majorité des travailleurs sans protections sociales adéquates. De plus, les politiques de développement centrées sur les zones urbaines et sur des secteurs non inclusifs renforcent les écarts socio-économiques.

Ces données de l'ANDS mettent en évidence la nécessité d'adopter des politiques plus inclusives pour réduire les inégalités. Des initiatives telles que le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) en milieu rural, des investissements dans les infrastructures de base dans les zones délaissées et une meilleure répartition des ressources sociales pourraient contribuer à atténuer cette fracture et à favoriser une croissance plus équitable au Sénégal. Cette disparité a contribué à alimenter le populisme, car les frustrations des classes les plus démunies s'accroissent face au manque d'accès à l'éducation, à la santé et aux opportunités économiques. Les programmes de redistribution de richesse et les politiques d'inclusion sociale doivent être revus pour atténuer cette fracture et créer une croissance inclusive.

### **1.5.2. Une politique économique et sociale inadaptée**

Le Sénégal a souvent appliqué des modèles économiques et sociaux inspirés des pays occidentaux, parfois sans les adapter aux spécificités culturelles, sociales et économiques locales. Ce "copier-coller" des modèles extérieurs montre ses limites dans un contexte sénégalais qui nécessite des solutions sur mesure, notamment dans les secteurs de l'informel l'agriculture, de l'artisanat et des PME, qui sont au cœur de l'économie nationale. Il est

essentiel d'élaborer des politiques basées sur les réalités et besoins locaux pour garantir un développement durable et autonome. Les études récentes, y compris celles des lauréats du prix Nobel d'économie 2024 et du professeur Ian Shapiro de l'Université de Yale, montrent que les politiques économiques appliquées en Afrique sont souvent inadéquates face aux réalités locales. Ces experts soulignent que nombre de ces politiques s'inspirent de modèles occidentaux, qui ne tiennent pas compte des spécificités socio-économiques, culturelles et institutionnelles du continent africain. Cette inadéquation peut entraîner une faible appropriation des réformes par les populations locales et limiter l'efficacité des politiques économiques en matière de réduction de la pauvreté et de stimulation de la croissance inclusive.

Selon ces études, une approche plus adaptée impliquerait des stratégies de développement centrées sur les besoins locaux, incluant des mesures de soutien pour les secteurs informels et l'agriculture, qui emploient la majorité des populations africaines. L'importance de la participation des communautés locales dans l'élaboration des politiques est également soulignée, car elle permettrait de concevoir des solutions plus durables et mieux adaptées aux réalités africaines. **DONC IL FAUT CHANGER LE SYSTEME**

### **1.5.3. Le manque de ressources humaines qualifiées**

Le déficit en ressources humaines qualifiées représente un frein considérable au développement économique et social du pays. Ce manque se traduit par un déficit dans les compétences techniques et managériales, nécessaires pour répondre aux exigences d'une économie moderne. Pour y remédier, il est crucial de réformer le système éducatif, de valoriser la formation professionnelle et de favoriser la rétention des talents locaux pour mieux relever les défis du développement. La mise à jour du système éducatif est

effectivement un défi majeur au Sénégal. Bien que le pays ait fait des progrès pour augmenter l'accès à l'éducation, de nombreux problèmes subsistent, notamment le décalage entre les compétences enseignées et les besoins du marché du travail. Le système repose souvent sur des programmes dépassés qui ne répondent pas aux exigences d'une économie moderne, caractérisée par la transformation numérique et la nécessité de compétences techniques et professionnelles.

L'insuffisance de formations adaptées dans des secteurs porteurs, comme les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STEM), freine le développement de ressources humaines qualifiées, pourtant cruciales pour une croissance économique inclusive. En outre, la faiblesse des infrastructures scolaires, en particulier dans les zones rurales, ainsi que les problèmes de qualité de l'enseignement posent de sérieux obstacles pour préparer la jeunesse sénégalaise aux défis contemporains.

RANG UEMOA	PAYS	RANG AFRIQUE	CATÉGORIE IDH
1	CÔTE D'IVOIRE	26	MOYEN
2	TOGO	27	FAIBLE
3	BÉNIN	30	FAIBLE
4	SÉNÉGAL	34	FAIBLE
5	GUINÉE BISSAU	41	FAIBLE
6	BURKINA FASO	46	FAIBLE
7	MALI	48	FAIBLE
8	NIGER	51	FAIBLE

SOURCE : PAUD

Figure 4

Les données de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANDS) sur les ressources humaines au Sénégal montrent plusieurs défis importants, notamment en termes de qualification, d'accès à l'emploi et de répartition géographique de la main-d'œuvre. Voici quelques points clés :

- **Niveau de qualification** : La majorité de la main-d'œuvre sénégalaise est concentrée dans le secteur informel, où la formation et les qualifications professionnelles sont souvent limitées. Selon les données de l'ANDS, environ 90 % de la population active travaille dans le secteur informel, souvent sans formation technique ou professionnelle.
- **Taux de chômage des jeunes** : Le chômage des jeunes reste préoccupant, avec un taux estimé autour de 15 à 20 %, et beaucoup de jeunes diplômés peinent à trouver des emplois en adéquation avec leur formation. Cette inadéquation entre la formation reçue et les besoins du marché du travail est un facteur majeur contribuant à l'exode des talents.
- **Accès inégal à la formation** : Il existe des disparités géographiques importantes en termes d'accès à l'éducation et à la formation professionnelle. Les jeunes en milieu rural ont souvent moins d'opportunités de formation que ceux en milieu urbain, ce qui limite leur capacité à acquérir des compétences techniques recherchées dans des secteurs comme l'agriculture moderne, la technologie ou l'industrie.
- **Déficit en compétences techniques et managériales** : L'ANDS signale un manque de professionnels qualifiés dans des domaines techniques tels que l'ingénierie, la technologie, et les sciences appliquées. Ce déficit freine le développement d'industries à valeur ajoutée, et le Sénégal se retrouve dépendant de l'importation de certaines expertises.

- **Migration des talents** : De nombreux professionnels qualifiés, notamment dans les secteurs de la santé et de l'ingénierie, quittent le pays pour des opportunités à l'étranger, aggravant ainsi la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Ces données soulignent la nécessité de réformer le système éducatif et de promouvoir des politiques de formation continue et de développement des compétences pour adapter la main-d'œuvre sénégalaise aux exigences d'une économie en transformation.

#### **1.5.4. Les problèmes environnementaux**

Les changements climatiques et leurs conséquences, notamment l'érosion côtière, les inondations et les sécheresses, menacent directement les moyens de subsistance de nombreuses communautés sénégalaises, en particulier dans les zones rurales. Ces défis environnementaux requièrent une stratégie proactive axée sur l'adaptation, la préservation des ressources naturelles et la protection des écosystèmes côtiers afin de réduire la vulnérabilité des populations aux effets climatiques. Les données de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANDS) révèlent plusieurs aspects préoccupants concernant les problèmes environnementaux au Sénégal, liés notamment aux effets du changement climatique, à l'érosion côtière, et aux pressions sur les ressources naturelles :

- **Changement climatique** : Le Sénégal est de plus en plus exposé aux effets du changement climatique, qui entraîne des phénomènes météorologiques extrêmes comme les sécheresses, les inondations, et les tempêtes côtières. L'ANSD observe que ces changements affectent directement les secteurs clés de l'agriculture et de la pêche, dont dépendent de nombreuses communautés rurales. La baisse des rendements

agricoles, due à des conditions climatiques imprévisibles, menace la sécurité alimentaire dans le pays.

- **Érosion côtière** : L'érosion côtière est un problème critique au Sénégal, notamment le long des côtes de la Petite Côte et du Cap-Vert. Selon l'ANDS, près de 40 % des côtes sénégalaises sont affectées par l'érosion, mettant en danger des infrastructures importantes, des habitations et des écosystèmes côtiers. Cette érosion est exacerbée par la montée du niveau de la mer et l'urbanisation incontrôlée des zones côtières.
- **Déforestation** : Le Sénégal perd chaque année une partie significative de ses forêts, en particulier dans les régions du Sud, en raison de l'exploitation du bois de chauffage, de l'agriculture et de la conversion des terres. L'ANDS note que cette déforestation accroît le risque de désertification et de perte de biodiversité, aggravant la vulnérabilité écologique du pays.
- **Pollution et gestion des déchets** : La gestion des déchets, en particulier dans les grandes villes comme Dakar, reste un défi. La pollution de l'air, due aux émissions de véhicules et aux industries, ainsi que la pollution de l'eau, causée par le rejet de déchets industriels et domestiques dans les cours d'eau, affectent la santé publique et la qualité de vie. L'ANDS souligne que l'absence d'un système de gestion des déchets efficace entraîne l'accumulation de déchets plastiques et autres, avec des conséquences graves pour l'environnement.
- **Pénurie d'eau** : En raison de la surexploitation des ressources hydriques et de la variabilité climatique, le Sénégal fait face à des problèmes d'accès à l'eau potable, notamment dans les zones arides du nord et du centre du pays. L'ANDS observe que les pénuries d'eau affectent les activités agricoles, aggravant ainsi l'insécurité alimentaire dans certaines régions.

Ces constats de l'ANDS montrent l'urgence de mettre en place des politiques environnementales fortes au Sénégal, visant à la fois la protection des ressources naturelles, la gestion durable des terres et des eaux, et l'adaptation au changement climatique pour minimiser l'impact de ces problèmes sur les populations et l'économie.

### **1.5.5. Le dilemme de l'innovation et de l'intelligence artificielle**

Le dilemme de l'innovation se réfère aux défis liés à l'intégration des avancées technologiques rapides, telles que l'intelligence artificielle, l'automatisation et la transformation numérique, de manière à en maximiser les bénéfices tout en gérant les risques et les perturbations potentielles. Pour des pays comme le Sénégal, ce dilemme est particulièrement complexe, car l'innovation promet d'accélérer le développement tout en posant des défis considérables :

- **Perturbations économiques et emploi** : L'innovation, en particulier l'automatisation et l'intelligence artificielle, peut améliorer la productivité mais souvent au prix de réduire le besoin en main-d'œuvre pour certains types d'emplois, entraînant des pertes dans les secteurs traditionnels. Dans les pays où le taux d'emploi dans des emplois manuels ou routiniers est élevé, la transition vers une économie axée sur la technologie risque d'aggraver le chômage et les inégalités socio-économiques si elle n'est pas gérée avec soin.
- **Déficits de compétences** : L'innovation technologique nécessite une main-d'œuvre dotée de compétences dans les domaines de la science, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STEM) ainsi qu'en littératie numérique. Dans de nombreux pays, notamment ceux à économie émergente, le système éducatif ne forme pas suffisamment dans ces domaines, ce qui rend difficile l'adaptation de la main-d'œuvre aux exigences d'une économie moderne.

- **Confidentialité et sécurité des données** : L'innovation s'accompagne d'une collecte et d'un traitement accrus des données, ce qui soulève des préoccupations concernant la confidentialité des données et la cybersécurité. Dans les régions où les cadres réglementaires sont en évolution, protéger les informations personnelles et établir des systèmes sécurisés pour prévenir les abus et les cyberattaques est essentiel, bien que complexe.
- **Fracture numérique** : À mesure que la technologie progresse, le risque de fracture numérique augmente. L'accès à Internet, aux ordinateurs et aux autres outils numériques reste inégal, les zones rurales et défavorisées étant souvent privées d'une connectivité fiable et de dispositifs abordables. Cette fracture peut accentuer les inégalités économiques et sociales si elle n'est pas résolue par des politiques inclusives.
- **Enjeux culturels et éthiques** : L'adoption de technologies comme l'IA doit s'aligner sur les valeurs, l'éthique et le contexte culturel des sociétés qui les utilisent. Par exemple, la prise de décision basée sur l'IA dans des domaines tels que la santé et la finance exige une adaptation minutieuse pour éviter les discriminations, assurer l'équité et maintenir la confiance du public.
- **Cadre politique et réglementaire** : L'innovation rapide dépasse souvent le rythme de développement des politiques et des régulations nécessaires. Les décideurs doivent élaborer des cadres qui protègent les individus et la société tout en permettant l'innovation. Cela exige des directives claires sur la propriété intellectuelle, les droits numériques, la protection des données et la responsabilité.

Pour des pays comme le Sénégal, répondre au dilemme de l'innovation nécessite une approche stratégique qui exploite le potentiel de la technologie pour le développement tout en

protégeant le bien-être de la société, en favorisant ainsi une transformation numérique durable et inclusive.

*Ces problèmes exigent des actions stratégiques et concertées pour instaurer une dynamique de transformation durable au Sénégal. Le développement d'une approche locale et inclusive, l'investissement dans les ressources humaines, la préservation de l'environnement et une gestion prudente de l'innovation sont autant de solutions qui permettront de relever ces défis et d'inscrire le Sénégal sur une voie de progrès économique et social pour tous.*

## **CHAPITRE 2 : La transformation économiques et sociale du Sénégal**

### **2.1. Pilier 1 : Identification Numérique Universelle**

#### **2.1.1 définition**

L'Identification Numérique Universelle (INU) est un système qui vise à fournir une identité numérique unique et sécurisée à chaque individu, accessible et reconnue au niveau mondial. Ce concept repose sur l'idée de centraliser les informations personnelles dans un format numérique standardisé, permettant aux utilisateurs de prouver leur identité en ligne de manière fiable et sécurisée, tout en préservant leur vie privée. L'INU facilite l'accès aux services en ligne, y compris les services gouvernementaux, bancaires et de santé, en éliminant la nécessité de multiples identifications. En favorisant l'inclusion numérique, l'Identification Numérique Universelle a le potentiel d'améliorer la sécurité des transactions en ligne, de réduire la fraude et d'assurer une meilleure traçabilité, tout en soutenant le développement économique et social dans les pays en développement. Ce système peut également jouer un rôle crucial dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) en garantissant que chaque individu dispose d'une identité formelle et reconnue.



Figure 5

### 2.1.2. Objectif stratégique

Établir une identification numérique unique et universelle pour chaque citoyen sénégalais, servant de fondation à une administration publique efficace, une inclusion sociale et financière accrue, et un renforcement de la transparence.

### 2.1.3. Actions prioritaires

- **Développement d'une plateforme nationale d'identification numérique** : Instaurer un identifiant unique, géré par l'État, accessible via une carte d'identité biométrique ou une application mobile sécurisée.
- **Interopérabilité avec les services publics** : Intégrer l'identification numérique avec les secteurs de la santé, de l'éducation, de la fiscalité et des services sociaux pour améliorer l'accès et la gestion.

- **Promotion de l'inclusion financière** : Accélérer l'accès aux services bancaires et de microcrédit pour les populations non bancarisées à travers cette identification.

#### 2.1.4. Indicateurs de succès

- Couverture de 100 % de la population adulte en 24 mois.
- Augmentation de 50 % du taux d'inclusion financière en 3 ans.

#### 2.1.5. Résultats attendus

- Amélioration de l'efficacité administrative et réduction des fraudes dans les programmes sociaux.
- Renforcement de la planification des politiques publiques via des données démographiques fiables.

La transition numérique est devenue un enjeu majeur pour les économies du monde entier.

Les politiques économiques jouent un rôle crucial dans la promotion et la facilitation de cette transition. Voici une analyse des politiques économiques favorables à la transition numérique

**Investissement dans les infrastructures** : Les politiques économiques doivent soutenir l'investissement dans les infrastructures numériques, telles que les réseaux haut débit, les centres de données et les technologies de communication avancées. Cela permet de créer une base solide pour la transformation numérique en assurant une connectivité fiable et rapide.

**Formation et éducation** : La transition numérique nécessite une main-d'œuvre qualifiée et compétente dans les domaines technologiques. Les politiques économiques doivent promouvoir la formation et l'éducation axées sur les compétences numériques, afin de préparer les travailleurs à l'économie numérique et de réduire l'écart de compétences.

Innovation et recherche et développement (R&D) : Les politiques économiques doivent encourager l'innovation et la R&D dans le domaine des technologies numériques. Cela peut être réalisé en offrant des incitations fiscales et des subventions pour les entreprises qui investissent dans la recherche et le développement de nouvelles technologies numériques. De plus, la collaboration entre les universités, les instituts de recherche et les entreprises peut favoriser le développement de solutions novatrices.

Environnement réglementaire favorable : Les politiques économiques doivent créer un environnement réglementaire favorable à la transition numérique. Cela implique la mise en place de réglementations claires et adaptées pour stimuler l'innovation et garantir la sécurité des données, tout en évitant les obstacles bureaucratiques qui pourraient entraver le développement de nouvelles technologies.

Collaboration public-privé : La transition numérique nécessite une collaboration étroite entre les secteurs public et privé. Les politiques économiques doivent encourager la coopération entre les entreprises, les gouvernements et les organisations de la société civile pour promouvoir l'adoption des technologies numériques et partager les connaissances et les meilleures pratiques.

Accès aux financements : Les politiques économiques doivent faciliter l'accès aux financements pour les entreprises qui souhaitent investir dans la transition numérique. Cela peut inclure la création de fonds de capital-risque, de programmes de subventions ou de prêts à taux préférentiels spécifiquement destinés aux entreprises numériques.

En favorisant ces politiques économiques, les gouvernements peuvent soutenir la transition numérique et stimuler la croissance économique, la productivité et l'innovation dans les

secteurs numériques. Cependant, il est important de noter que chaque économie est unique, et les politiques économiques doivent être adaptées aux besoins et aux réalités spécifiques de chaque pays.

### **2.1.6. Tokeniser ou titriser les ressources agricoles et animales,**

En utilisant l'identité numérique pour tokeniser ou titriser les ressources agricoles et animales, on pourrait créer des actifs numériques qui représentent la valeur de ces biens. Cela permettrait aux agriculteurs et éleveurs d'accéder à des financements plus facilement, en utilisant leurs terres et leurs bétails comme garantie. Pour mettre en œuvre un projet de tokenisation et de titrisation des terres, des bœufs et des moutons au Sénégal, voici un plan détaillé qui pourrait guider les étapes clés du processus :

#### **2.1.6.1. Évaluation des Actifs**

- **Cartographie des Terres** : Utiliser des technologies géospatiales (comme les SIG) pour cartographier les terres agricoles et déterminer leur valeur en fonction de leur localisation, de leur fertilité et d'autres facteurs environnementaux.
- **Évaluation des Bétail** : Évaluer la valeur des bœufs, des moutons et autres animaux en tenant compte de leur race, de leur âge, de leur état de santé et de leur productivité.



Figure 6

### 2.1.6.2. Développement de l'Identité Numérique

- **Création d'une Plateforme** : Développer une plateforme numérique sécurisée où les agriculteurs et éleveurs peuvent enregistrer leurs actifs. Cela pourrait être une application mobile ou un site web accessible.
- **Vérification de l'Identité** : Intégrer des procédures de vérification d'identité basées sur des documents légaux et des données biométriques pour garantir que chaque utilisateur est bien le propriétaire de l'actif enregistré.

### 2.1.6.3. Tokenisation des Actifs

- **Création de Tokens** : Créer des tokens numériques représentant la valeur de chaque actif. Chaque token pourrait correspondre à une parcelle de terre ou à un animal spécifique.

- **Utilisation de la Blockchain** : Utiliser la technologie blockchain pour garantir la sécurité, la transparence et l'irrévocabilité des transactions. Cela permettrait aussi de suivre l'historique de chaque actif.

#### **2.1.6.4. Accès au Financement**

- **Partenariats avec des Institutions Financières** : Établir des partenariats avec des banques et des institutions de microfinance pour leur permettre de proposer des prêts garantis par les actifs tokenisés.
- **Création de produits financiers adaptés** : Concevoir des produits financiers spécifiques, comme des prêts à faible taux d'intérêt pour les agriculteurs utilisant leurs actifs tokenisés comme garantie.

#### **2.1.6.5. Formation et Sensibilisation**

- **Sessions de Formation** : Organiser des sessions de formation pour les agriculteurs et éleveurs sur l'utilisation de la plateforme, la gestion de leurs actifs tokenisés et l'accès aux financements.
- **Sensibilisation aux Avantages** : Sensibiliser les communautés sur les avantages de la tokenisation et comment cela peut améliorer leur accès au crédit et renforcer leur sécurité financière.

#### **2.1.6.6. Suivi et Évaluation**

- **Collecte de Données** : Mettre en place un système de collecte de données pour suivre l'impact du projet sur les revenus des agriculteurs et éleveurs et sur l'économie locale.

- **Évaluation Continue** : Évaluer régulièrement le fonctionnement de la plateforme et des services financiers associés, en ajustant les produits et services en fonction des retours d'expérience des utilisateurs.

#### 2.1.6.7. Engagement des Parties Prenantes

- **Collaboration avec des communes et le Gouvernement** : Collaborer avec des communes locales et des institutions gouvernementales pour garantir l'adhésion au projet et maximiser son impact.
- **Élaboration de Politiques** : Travailler avec le gouvernement pour établir des politiques favorables à la tokenisation et à l'utilisation de l'identité numérique dans le secteur agricole.

#### 2.1.6.8. Exemples de Mise en Pratique

- **Cas d'Étude** : Regarder des exemples réussis dans d'autres pays qui ont mis en place des systèmes de tokenisation des actifs agricoles, comme en Inde ou au Kenya.
- **Pilotage** : Lancer un projet pilote dans une région spécifique pour tester le système et apporter les ajustements nécessaires avant un déploiement à plus grande échelle.

En intégrant ces étapes, il est possible de créer un système robuste qui non seulement facilite l'accès au financement pour les agriculteurs et éleveurs, mais contribue également à une croissance économique durable et inclusive au Sénégal. Ce projet pourrait transformer le paysage agricole du pays, en augmentant la productivité et en améliorant les conditions de vie des communautés rurales.

## **2.2. Pilier 2 : Sécurité Sociale, Alimentaire et Médicale Universelle**

### **2.2.1 Définition**

La Sécurité Sociale, Alimentaire et Médicale Universelle fait référence à un ensemble de systèmes et de politiques visant à garantir à tous les individus, sans distinction, l'accès à des services de santé, à une alimentation suffisante et à une protection sociale adéquate. Ce concept repose sur le principe fondamental des droits humains, affirmant que chaque personne devrait avoir accès aux soins médicaux, à une nutrition adéquate et à un soutien financier en cas de besoin, notamment en raison de la maladie, du chômage ou de la vieillesse. En intégrant ces trois dimensions, l'objectif est de réduire les inégalités, d'améliorer le bien-être général de la population et de promouvoir la sécurité économique, en assurant que chacun puisse vivre dignement et en bonne santé. La mise en œuvre de cette approche nécessite des investissements significatifs dans les infrastructures sociales et de santé, ainsi qu'une coordination efficace entre les gouvernements, les organisations internationales et la société civile.

### **2.2.2. Objectif stratégique**

Mettre en œuvre un programme de sécurité sociale, alimentaire et médicale universelle garantissant une allocation alimentaire mensuelle pour 2 millions de ménages, tout en intégrant une souscription obligatoire à une assurance médicale universelle pour couvrir les besoins de santé des populations les plus vulnérables.

### **2.2.3 Actions prioritaires**

#### **2.2.3.1. Bourse alimentaire indexée :**

- Distribution d'une allocation alimentaire mensuelle, allant de **75 000 à 150 000 FCFA** par ménage, selon la localisation géographique (45 % urbain, 55 % rural).
- Cette allocation vise à réduire l'insécurité alimentaire et à répondre aux besoins nutritionnels de base.

#### **2.2.3.2. Souscription à une assurance médicale universelle :**

- **Contribution obligatoire de 10 % de l'allocation alimentaire :** Les bénéficiaires contribueront à hauteur de 10 % de leur allocation mensuelle à un système d'assurance médicale universelle, couvrant ainsi leurs soins de santé de base.
- **Gestion centralisée des contributions :** Les montants prélevés chaque mois seront directement alloués à une caisse nationale d'assurance santé, garantissant ainsi une couverture médicale pour tous les bénéficiaires du programme.
- **Accès universel aux soins :** Cette assurance couvrira les soins primaires, les consultations médicales, les médicaments essentiels et les interventions d'urgence, assurant une protection sanitaire pour les familles en situation de précarité.

#### **2.2.4. Distribution numérique et traçabilité :**

- Utilisation de plateformes digitales (paiements mobiles, cartes électroniques) pour une distribution efficace et transparente des allocations et des paiements liés à l'assurance santé.
- Intégration du système d'identification numérique pour garantir une gestion sécurisée et éviter les fraudes.

#### **2.2.5. Mise en place de partenariats avec les prestataires de santé :**

- Collaboration avec des hôpitaux publics, des cliniques et des centres de santé communautaires pour assurer la disponibilité des services médicaux dans toutes les régions du Sénégal.
- Développement d'un réseau de prestataires médicaux affiliés au système d'assurance afin de garantir un accès à des soins de qualité à tous les assurés.

#### 2.2.6. Indicateurs de succès

- **100 % des bénéficiaires** de l'allocation alimentaire inscrits à l'assurance médicale universelle dans les 12 premiers mois.
- **Réduction de 25 % des taux de maladies évitables** liées à des conditions de vie précaires, notamment grâce à une meilleure accessibilité aux soins et à la prévention médicale.
- **Diminution de l'insécurité alimentaire de 30 %** dans les régions rurales et urbaines cibles après 2 ans de mise en œuvre.

#### 2.2.7. Résultats attendus

- **Double impact social** : Réduction de l'insécurité alimentaire et amélioration significative de la santé des ménages vulnérables, en assurant un accès à des soins de santé abordables et de qualité.
- **Soutien à la prévention médicale** : Grâce à la souscription à une assurance santé, les populations cibles bénéficieront d'une meilleure prévention des maladies, contribuant ainsi à une réduction des coûts à long terme pour le système de santé public.
- **Autonomisation économique des ménages** : En réduisant la pression des dépenses alimentaires et médicales, le programme augmentera le pouvoir d'achat des ménages bénéficiaires, les aidant ainsi à se concentrer sur d'autres priorités économiques et sociales.

Cette approche intégrée de la sécurité sociale, alimentaire et médicale garantit non seulement la satisfaction des besoins essentiels des populations vulnérables, mais aussi leur protection sanitaire à long terme. L'allocation alimentaire associée à une couverture santé universelle renforcera la résilience des familles, tout en contribuant à une meilleure inclusion sociale et économique.

### **2.3. Pilier 3 : Politique Budgétaire Innovante Fondée sur la Modern Monetary Theory (MMT)**

#### **2.3.1 définition**

La Modern Monetary Theory (MMT), ou Théorie Monétaire Moderne, est une approche économique qui postule que les gouvernements émetteurs de leur propre monnaie ne peuvent jamais faire défaut sur leurs dettes libellées dans cette monnaie. Selon la MMT, ces gouvernements peuvent créer de l'argent pour financer des dépenses publiques, telles que les infrastructures, l'éducation et la santé, sans se soucier d'un budget équilibré tant qu'il n'y a pas de contrainte d'inflation. La théorie soutient également que le chômage est le résultat d'une insuffisance des dépenses publiques, et que les gouvernements devraient utiliser leur capacité à émettre de la monnaie pour garantir un emploi à tous, tout en surveillant l'inflation pour éviter une surchauffe économique. La MMT remet en question les idées traditionnelles sur la nécessité de l'épargne préalable pour financer les dépenses publiques et propose une vision différente du rôle de la politique monétaire et budgétaire.

### 2.3.2. Objectif stratégique

Adopter une approche budgétaire souple et proactive basée sur la Modern Monetary Theory (MMT), permettant de financer les priorités nationales sans recourir à une dette extérieure excessive, tout en garantissant la stabilité macroéconomique.

### 2.3.3. Actions prioritaires

- **Renforcement des capacités de création monétaire** : Utiliser les instruments de la MMT pour financer des projets stratégiques dans les infrastructures, la santé, l'éducation et l'innovation technologique.
- **Optimisation des dépenses publiques** : Allouer les ressources budgétaires de manière à maximiser l'impact sur la croissance économique tout en contrôlant l'inflation.
- **Coordination entre la politique budgétaire et monétaire** : Travailler en étroite collaboration avec la Banque Centrale pour assurer que l'augmentation de la masse monétaire est cohérente avec la capacité productive de l'économie.

### 2.3.4. Indicateurs de succès

- Maintien d'un ratio dette/PIB inférieur à 60 % tout en augmentant les investissements publics de 20 % en 3 ans.
- Accélération de la croissance économique avec un objectif de 7 % du PIB annuel.

### 2.3.5. Résultats attendus

- Capacités accrues de financement des projets nationaux sans dépendre des marchés financiers internationaux.
- Réduction des inégalités à travers des programmes publics financés de manière durable.

"Le Modern Monetary Theory (MMT) est un concept économique de plus en plus important qui remet en question les idées traditionnelles sur la manière dont l'État peut gérer son budget et sa politique monétaire. L'MMT propose que les États puissent émettre autant de monnaie qu'ils le souhaitent sans craindre l'inflation, à condition qu'ils contrôlent les niveaux d'emploi et de prix. Cette théorie soutient que l'argent peut être créé de manière illimitée pour financer des dépenses publiques sans avoir besoin de taxes ou de prêts, à condition de respecter des critères de plein emploi et de stabilité des prix.

L'MMT est important car elle offre une perspective alternative sur la gestion des finances publiques et la politique monétaire, qui peut aider les États à répondre aux défis économiques complexes d'aujourd'hui. En particulier, cette théorie peut soutenir des politiques publiques plus audacieuses pour lutter contre le chômage, soutenir la croissance économique et améliorer le bien-être des citoyens. Elle peut également aider les États à gérer les cycles économiques et les crises financières plus efficacement en leur donnant une marge de manœuvre plus large pour stimuler l'économie.

En conclusion, l'MMT est une théorie économique importante qui offre une nouvelle perspective sur la manière dont les États peuvent gérer leur budget et leur politique monétaire.

Cette théorie peut fournir des solutions innovantes pour répondre aux défis économiques complexes d'aujourd'hui et aider à construire un futur plus prospère pour les citoyens."

## **2.4. Pilier 4 : Politique Monétaire Moderne via les Monnaies Numériques de Banque Centrale (CBDC)**

### **2.4.1. Définition**

Les Central Bank Digital Currencies (CBDC), ou monnaies numériques de banque centrale, sont des formes numériques de la monnaie émise par les banques centrales d'un pays.

Contrairement aux cryptomonnaies comme le Bitcoin, qui sont décentralisées et souvent non régulées, les CBDC sont soutenues par l'État et ont cours légal. Elles visent à moderniser le système monétaire en offrant un moyen de paiement sécurisé, rapide et efficace, tout en renforçant la stabilité financière. Les CBDC peuvent faciliter les transactions entre les consommateurs et les entreprises, améliorer l'inclusion financière en fournissant un accès aux services bancaires pour les populations non bancarisées, et permettre aux banques centrales de mieux contrôler la masse monétaire et d'adopter des politiques monétaires plus réactives. En raison de leur nature numérique, elles peuvent également intégrer des fonctionnalités avancées, comme des programmations de paiements ou des conditions de transaction spécifiques. Un CBDC programmable est une monnaie numérique de banque centrale qui intègre des fonctionnalités de programmation permettant d'imposer des règles spécifiques aux transactions et à l'utilisation des fonds. En intégrant des smart contracts, ou DeFi ces CBDC peuvent être conçues pour lutter efficacement contre la fraude et le détournement de fonds en restreignant les conditions de dépenses. Par exemple, un CBDC programmable pourrait permettre à une entreprise de définir que certains paiements ne peuvent être effectués qu'à des fournisseurs vérifiés ou pour des biens et services spécifiques. De plus, des mécanismes de

traçabilité intégrés pourraient surveiller les transactions en temps réel, détectant ainsi des activités suspectes et alertant les autorités compétentes. Cette approche renforce la transparence et la responsabilité financière, tout en assurant une meilleure protection des ressources publiques et des transactions privées, contribuant ainsi à une économie plus sécurisée et plus résiliente.

#### 2.4.2. Projet CBCD dans le monde



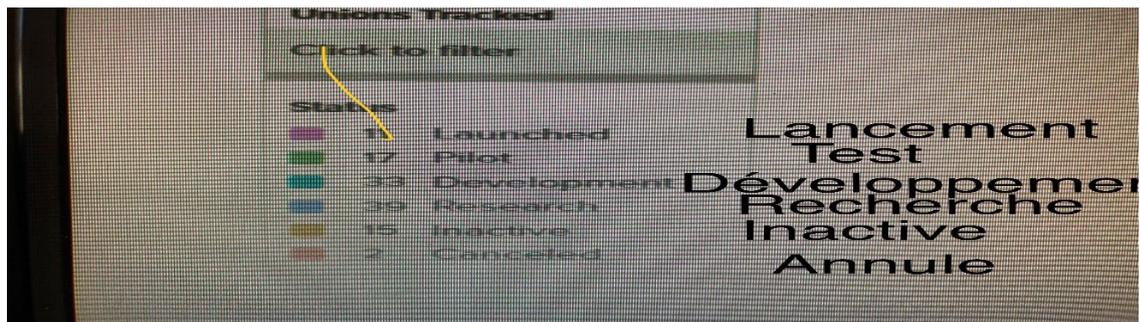


Figure 7

### 2.4.3. Principales conclusions

- 114 pays, représentant plus de 95 % du PIB mondial, envisagent une CBDC. En mai 2020, seuls 35 pays envisageaient une CBDC. Un nouveau record de 60 pays se trouve dans une phase avancée d'exploration (développement, pilote ou lancement).
- Onze pays ont pleinement lancé une monnaie numérique, et le projet pilote de la Chine, qui touche 260 millions de personnes, devrait s'étendre à la majeure partie du pays en 2023. La Jamaïque est le dernier pays à avoir lancé sa CBDC, la JAM-DEX.
- Les sanctions financières contre la Russie ont conduit les pays à envisager des systèmes de paiement évitant le dollar. Il y a maintenant 9 tests de CBDC de gros transfrontaliers et 7 projets de détail transfrontaliers, soit près du double par rapport à 2021.
- En 2023, plus de 20 pays prendront des mesures importantes pour piloter une CBDC. L'Australie, la Thaïlande, le Brésil, l'Inde, la Corée du Sud et la Russie ont l'intention de poursuivre ou de commencer des essais pilotes en 2023. La BCE est également susceptible de lancer un projet pilote l'année prochaine.

- En décembre 2022, toutes les économies du G7 sont passées au stade de développement d'une CBDC. L'expérience de la Réserve fédérale de New York en matière de CBDC de gros, le projet Cedar, a fait passer les États-Unis de la recherche au développement.
- 18 des pays du G20 sont maintenant au stade avancé du développement de la CBDC. Parmi ceux-ci, 7 pays sont déjà en phase pilote. Presque tous les pays du G20 ont fait des progrès significatifs et ont investi de nouvelles ressources dans ces projets au cours des six derniers mois.
- Deux pays ont abandonné le projet Sénégal et Equateur

#### **2.4.4. Objectif stratégique**

Instaurer une politique monétaire innovante et résiliente à travers l'adoption des monnaies numériques de banque centrale (CBDC) pour moderniser le système financier, renforcer l'inclusion et stimuler l'économie numérique.

##### **2.4.4.1. Actions prioritaires**

- **Lancement de la CBDC sénégalaise** : Travailler avec la BCEAO pour concevoir et déployer une monnaie numérique sécurisée, accessible à l'ensemble de la population.
- **Renforcement de la transparence monétaire** : Utiliser la CBDC pour réduire les coûts de transaction, limiter les fuites fiscales et accroître la traçabilité des flux financiers.

- **Promotion de l'économie numérique** : Intégrer la CBDC dans les chaînes de valeur locales pour améliorer les paiements des PME, les transferts d'argent et les échanges commerciaux.

#### 2.4.4.2. Indicateurs de succès

- Adoption de la CBDC par au moins 50 % de la population en 3 ans.
- Réduction de l'utilisation des liquidités physiques de 30 % dans les transactions.

#### 2.4.4.3. Résultats attendus

- Efficacité accrue du système financier et diminution des coûts liés à la gestion de la monnaie physique.
- Inclusion financière améliorée grâce à l'accès simplifié aux transactions digitales.

De nombreuses banques centrales à travers le monde étudient actuellement la mise en œuvre de CBDC (monnaies numériques de banque centrale). Voici quelques exemples de projets en cours :

Chine : La Banque populaire de Chine a lancé un pilote pour son CBDC national en 2020.

Union européenne : La Banque centrale européenne étudie actuellement la mise en œuvre d'un CBDC pour l'ensemble de l'Union européenne.

États-Unis : La Réserve fédérale américaine explore également les possibilités d'un CBDC national.

Japon : La Banque du Japon étudie également les opportunités et les défis liés à la mise en œuvre d'un CBDC.

Suisse : La Banque nationale suisse travaille sur un projet pilote pour un CBDC.

Ces projets pilotes aideront à déterminer la viabilité et les avantages potentiels des CBDC pour les gouvernements et les citoyens. Les banques centrales sont actuellement en train de s'informer sur les opportunités et les défis liés à la mise en œuvre de CBDC, tels que la sécurité, la confidentialité et la compatibilité avec les systèmes financiers existants.

Les transactions financières dans le contexte des CBDC (monnaies numériques centralisées) se font à l'aide de la technologie de la blockchain. Cette technologie permet de stocker et de transférer des fonds de manière décentralisée et sécurisée.

Les transactions en CBDC peuvent être effectuées directement entre les utilisateurs sans passer par une institution financière intermédiaire, ce qui peut accélérer les processus de paiement et réduire les coûts. En outre, les CBDC peuvent offrir une meilleure transparence et une plus grande efficacité dans les transactions, ce qui peut faciliter la vérification des transactions et réduire les risques de fraude.

Cependant, la mise en œuvre des CBDC peut également poser des défis, tels que la protection des données personnelles, la réglementation et la sécurité. Il est donc important de travailler sur une stratégie de mise en œuvre solide pour garantir la viabilité à long terme des CBDC.

En conclusion, les transactions financières en CBDC peuvent offrir de nombreux avantages, mais il est important de gérer les défis associés à leur mise en œuvre pour assurer leur succès à long terme

## **2.5. Pilier 5 : Planification des Ressources Gouvernementales (GRP) pour une Gouvernance Stratégique**

### **2.5.1 Définition**

La Planification des Ressources Gouvernementales (GRP, pour Government Resource Planning) est un système intégré de gestion qui vise à optimiser la planification, la gestion et l'allocation des ressources financières, humaines et matérielles des gouvernements. Inspirée des systèmes de planification des ressources d'entreprise (ERP), la GRP permet aux administrations publiques de centraliser et d'automatiser divers processus, tels que la budgétisation, la comptabilité, la gestion des ressources humaines et la gestion des achats. En facilitant la transparence et la responsabilité, la GRP contribue à améliorer l'efficacité opérationnelle, à renforcer la gouvernance et à assurer un meilleur service public. Grâce à des outils analytiques avancés, la GRP aide également les décideurs à prendre des décisions éclairées basées sur des données précises, soutenant ainsi le développement durable et la satisfaction des besoins des citoyens.

### **2.5.2. Objectif stratégique**

Moderniser les processus de gestion publique grâce à l'implémentation d'un système intégré de Planification des Ressources Gouvernementales (GRP), visant à accroître l'efficacité et la transparence des opérations de l'État.

#### **2.5.2.1. Actions prioritaires**

- **Déploiement d'un système GRP national** : Intégration des finances publiques, des ressources humaines, et de la gestion des infrastructures sous une même plateforme pour optimiser la prise de décision.

- **Optimisation des flux financiers** : Réduction des pertes budgétaires via une gestion rigoureuse et une allocation des ressources en temps réel.
- **Suivi et évaluation des projets publics** : Mise en place d'un système de reporting automatisé pour assurer une gestion proactive des projets d'investissement.

#### **2.5.2.2. Indicateurs de succès**

- Réduction des coûts administratifs de 15 % dans les 2 ans suivant l'implémentation.
- Amélioration de l'efficacité budgétaire avec un taux d'exécution des projets publics atteignant 95 %.

#### **2.5.2.3. Résultats attendus**

- Amélioration de la performance des institutions publiques.
- Transparence accrue dans la gestion des ressources et réduction de la corruption.

Le Gouvernement Resource Planning (GRP) est un système intégré de gestion qui permet aux gouvernements de planifier, allouer et gérer efficacement leurs ressources, tout en améliorant la transparence et la responsabilité. Voici les points clés sur l'importance du GRP :

**Optimisation des ressources** : Le GRP permet de mieux gérer les ressources financières, humaines et matérielles des institutions publiques. Il favorise une allocation plus efficace et minimise les gaspillages.

**Transparence et responsabilité** : En centralisant les données et en offrant une vue d'ensemble des activités gouvernementales, le GRP améliore la transparence. Cela permet de mieux suivre l'utilisation des fonds publics et de renforcer la responsabilité des décideurs.

Amélioration des processus : Le GRP intègre divers processus (budget, achats, gestion des ressources humaines) en une seule plateforme. Cela réduit les doublons, accélère les prises de décisions et améliore la coordination entre les différents départements gouvernementaux.

Suivi des performances : Grâce à des indicateurs de performance clés (KPI), le GRP aide à surveiller les progrès des projets gouvernementaux et à évaluer leur efficacité, permettant des ajustements en temps réel.

Meilleure gestion budgétaire : Le GRP permet une planification budgétaire plus précise et une gestion en temps réel des finances publiques, réduisant les déficits et optimisant les investissements.

Réduction de la corruption : En améliorant la traçabilité des transactions et la gestion des ressources, le GRP contribue à réduire les pratiques frauduleuses et la corruption au sein des administrations publiques.

En somme, le GRP est un outil essentiel pour moderniser la gestion publique, améliorer la gouvernance et offrir de meilleurs services aux citoyens.

## **CHAPITRE 3 BUDGET ET PLANIFICATION1.**

### **3.1. BUDGET**

#### **3.1.1. Proposition d'un Système Budgétaire Triennal pour le Gouvernement Sénégalais (2025-2028)**

##### **3.1.1.1. Comprendre le Contexte Sénégalais**

Avant de détailler le système budgétaire, il est essentiel de souligner que le Sénégal, comme de nombreux pays en développement, fait face à des défis spécifiques :

- **Croissance démographique** : Une population jeune et en croissance entraîne une augmentation des besoins en matière de services sociaux (éducation, santé).
- **Changement climatique** : Les impacts du changement climatique (sécheresses, inondations) exigent des investissements importants dans l'adaptation et l'atténuation.
- **Développement économique** : Le gouvernement sénégalais souhaite maintenir une croissance soutenue tout en réduisant les inégalités.
- **Dette publique** : Il est crucial de maintenir une dette soutenable pour préserver la stabilité macroéconomique.

### 3.1.1.2. Le Modèle Budgétaire Proposé

En se basant sur les données fournies (5 500 milliards FCFA en 2025, dont 3 500 milliards pour les dépenses et 2 000 milliards pour les investissements), et en considérant une augmentation annuelle de 10%, nous pouvons établir le tableau suivant :

Année	Total du budget	Dépenses	Investissements
2025	5 500 milliards	3 500 milliards	2 000 milliards
2026	6 050 milliards	3 850 milliards	2 200 milliards

2027	6 655 milliards	4 235 milliards	2 420 milliards
2028	7 320,5 milliards	4 658,5 milliards	2 662 milliards

**Note :** Ces chiffres sont des estimations basées sur une croissance linéaire de 10%. En réalité, les budgets nationaux sont influencés par de nombreux facteurs internes et externes (conjoncture économique mondiale, prix des matières premières, etc.) qui peuvent faire varier ces projections.

### 3.1.2. Principes Clés du Budget

- **Priorité aux investissements :** Accroître les investissements dans les infrastructures, l'éducation, la santé et l'agriculture pour stimuler la croissance économique et améliorer le bien-être de la population.
- **Optimisation des dépenses :** Réformer la gestion des dépenses publiques pour améliorer l'efficacité et réduire les gaspillages.
- **Mobilisation des ressources domestiques :** Diversifier les sources de financement en développant les recettes fiscales et en promouvant l'investissement privé.
- **Partenariats public-privé :** Favoriser les partenariats avec le secteur privé pour financer de grands projets d'infrastructure.
- **Transparence et redevabilité :** Renforcer la transparence dans la gestion des finances publiques et assurer une redevabilité accrue envers les citoyens.

### 3.1.3. Recommandations Spécifiques

- **Budgétisation par programme** : Adopter une approche de budgétisation par programme pour mieux aligner les dépenses sur les objectifs stratégiques du gouvernement.
- **Renforcement des systèmes de suivi et d'évaluation** : Mettre en place des mécanismes robustes pour suivre l'exécution du budget et évaluer l'impact des politiques publiques.
- **Intégration des enjeux du développement durable** : Intégrer les objectifs de développement durable (ODD) dans la programmation budgétaire.
- **Gestion de la dette** : Maintenir une dette publique soutenable et améliorer la composition de la dette.

#### 3.1.4. Facteurs à Considérer

- **Conjoncture économique mondiale** : Les chocs externes (crise financière, pandémie, guerre commerciale) peuvent avoir un impact significatif sur les finances publiques.
- **Prix des matières premières** : Les fluctuations des prix des matières premières (pétrole, phosphates) peuvent affecter les recettes d'exportation.
- **Changements climatiques** : Les événements climatiques extrêmes peuvent entraîner des dépenses imprévues et réduire les recettes.

Ce système budgétaire proposé offre une base solide pour la planification financière du Sénégal sur les trois prochaines années. Cependant, il est essentiel de le compléter par une analyse plus approfondie des différents secteurs (éducation, santé, infrastructure, etc.) et d'adapter les projections aux évolutions du contexte économique et social.

## 3.2. PLANIFICATION

Pour établir une chronologie d'exécution du Programme de Transformation Économique et Sociale du Sénégal sur trois ans (2025-2028), dans un environnement d'ordinateur quantique commercialisé par IBM et optimisé à l'aide de l'algorithme de Shor, qui met en avant la contribution des communes, en prévoyant une approche ascendante (From bottom to top) et la création de 50 000 emplois par an :

### 3.2.1. Première année (2025) : Lancement du Programme Localisé et Préparation des Acteurs Communaux

- **Janvier - Juin 2025 : Consultation et sensibilisation au niveau communal** ○

Réunions avec les autorités locales dans chaque commune pour partager les objectifs du programme, identifier les besoins spécifiques et former des comités locaux de coordination. ○ Développement d'un plan de communication national pour informer et motiver les citoyens à participer au programme, tout en définissant les opportunités d'emploi créées annuellement pour atteindre les 50 000 postes.

- **Juillet - Décembre 2025 : Mise en place d'infrastructures locales et création des premiers emplois** ○ Démarrage des chantiers prioritaires dans chaque commune,

incluant la mise en place d'infrastructures numériques (centres de formation, plateformes locales de gestion des données).

- Création d'environ 50 000 emplois dès la première année dans divers secteurs : numérisation, gestion des infrastructures locales, agriculture, et développement de micro-entreprises, le tout supervisé par des responsables locaux.

### **3.2.2. Deuxième année (2026) : Expansion des Projets Communaux et Gestion Décentralisée**

- **Janvier - Juin 2026 : Évaluation et renforcement de la participation communale**
  - Utilisation de la technologie quantique pour analyser les performances et besoins spécifiques de chaque commune en temps réel, afin d'ajuster les projets et maximiser l'impact.
  - Identification des pôles de croissance locaux dans les domaines de l'agriculture, de l'artisanat et des services, tout en renforçant les équipes communales pour gérer la croissance et les nouveaux emplois.
- **Juillet - Décembre 2026 : Expansion de la tokenisation et des programmes d'emploi**
  - Formation des employés locaux sur la tokenisation et l'utilisation des outils numériques pour gérer les ressources locales.
  - Évaluation de la performance de l'algorithme de Shor pour optimiser la création de valeur et l'inclusion financière, tout en poursuivant la création de  
50 000 emplois pour l'année en cours dans des secteurs diversifiés (ex. transformation agricole, développement durable).

### **3.2.3. Troisième année (2027) : Consolidation et Autonomisation Communale**

- **Janvier - Juin 2027 : Suivi des indicateurs d'autonomie communale et optimisation des ressources**
  - Évaluation des performances de chaque commune en termes d'emplois créés, de croissance des revenus locaux et de satisfaction des habitants.

- L'ordinateur quantique IBM aide à optimiser la distribution des ressources financières et matérielles entre les communes, en assurant l'équité et l'efficacité.
- **Juillet - Décembre 2027 : Achèvement des infrastructures et formation continue**
  - Les dernières infrastructures de soutien sont mises en place (ex. centres de production et de transformation), assurant que les communes disposent de moyens pérennes pour créer et maintenir des emplois locaux. ○ Consolidation du programme avec des formations continues pour les responsables communaux et les citoyens, pour garantir l'autonomie et la durabilité des emplois et des projets.

Cette approche participative, basée sur la décentralisation et l'inclusion des communes, assurera un développement au niveau local qui soutient une croissance économique ascendante.

## Conclusion Générale

Le Programme de Transformation Économique et Sociale du Sénégal repose sur une stratégie intégrée et pragmatique, articulée autour de cinq piliers complémentaires. Grâce à l'adoption de solutions technologiques modernes, une approche budgétaire et monétaire innovante, et une réforme structurelle de la gestion publique, ce programme permettra d'accélérer le développement économique et de garantir une plus grande inclusion sociale, pour un Sénégal prospère et résilient. Voici quelques exemples d'importance de la digitalisation de l'économie et de l'administration publique :

- Amélioration de l'efficacité et de la transparence : La digitalisation de l'administration publique peut améliorer l'efficacité de la prestation des services publics, en réduisant les coûts administratifs et en accélérant les processus. De plus, la transparence des décisions peut être améliorée grâce à l'accès aux données et aux informations en temps réel.
- Augmentation de la participation citoyenne : La digitalisation peut encourager une plus grande participation des citoyens dans les processus démocratiques, en fournissant des outils pour la participation en ligne à des consultations publiques, des élections, des sondages, etc. Les plateformes en ligne permettent également une plus grande collaboration entre les citoyens et les gouvernements dans la résolution des problèmes locaux.
- Facilitation de la croissance économique : La digitalisation de l'économie peut stimuler la croissance économique en facilitant l'accès aux services financiers, en réduisant les coûts de transaction et en ouvrant de nouveaux marchés pour les

entreprises. Les plateformes en ligne peuvent également permettre aux entreprises de proposer de nouveaux produits et services à un public plus large et plus diversifié.

- Renforcement de la sécurité et de la confidentialité des données : La digitalisation peut permettre une meilleure sécurité des données et des transactions en ligne. Les gouvernements peuvent mettre en place des mesures de sécurité pour protéger les données des citoyens et des entreprises, telles que l'authentification forte et la cryptographie.
- Réduction de la bureaucratie et de la corruption : La digitalisation peut aider à réduire la bureaucratie et la corruption en automatisant les processus et en fournissant des preuves numériques. Les plateformes en ligne peuvent également aider à suivre les transactions financières et à rendre les processus de passation de marchés plus transparents.
- En somme, la digitalisation de l'économie et de l'administration publique peut apporter de nombreux avantages, mais elle doit être mise en place avec soin pour garantir la protection de la vie privée, la sécurité et la transparence des données.

Ce programme adopte une vision prospective et s'appuie sur les meilleures pratiques internationales tout en tenant compte des spécificités économiques et sociales du Sénégal.

L'exécution rigoureuse de ces réformes permettra d'assurer la transformation durable du pays

## BIOGRAPHIE



Seydou Bocoum est un expert polyvalent en économie numérique, technologies financières et leadership, actuellement Vice-Président et Directeur scientifique au LAREM (Laboratoire de Recherches Économiques et Monétaires) à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), où il se concentre sur les politiques monétaires, les monnaies numériques de banque centrale (CBDC), et la finance décentralisée (DeFi) sous la supervision du Pr. Seydi Ababacar Dieng. En parallèle, il préside la commission de « Démocratie participative, droits humains et sécurité urbaine » pour la Ville de Dakar. En tant qu'enseignant, il dispense des cours sur la finance numérique et l'économie numérique à l'ENSAE (Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie) et possède des certifications de renommées internationales. Il est diplômé en persuasion et influence sociale de l'Université de Harvard, en finance de Yale, en big data du MIT, et en cybersécurité de l'Université d'Adélaïde. Sa carrière comprend des postes chez Walmart, où il a travaillé en gestion de la qualité et du service à la clientèle, ainsi que des rôles en conseil pour Euro Exim Bank. Bocoum est également un expert certifié de haut niveau du Fonds monétaire international (FMI). Il est formé en droit des banques centrales, en opérations financières avec un accent sur les droits de tirage spéciaux, ainsi qu'en gestion de la dette, en rapport sur la dette, et en relations avec les investisseurs. Ces qualifications renforcent son expertise en gestion économique et monétaire, particulièrement en ce qui concerne les politiques de banque centrale et les finances internationales, ce qui vient compléter ses autres spécialités en économie numérique et finance décentralisée. Il est actif dans des organisations comme International Organization for standardization (ISO) / 68/ CD 13133, 20022, la National Society of Leadership and Success (NSLS) et la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP).

**Les ressources financières de tout le Sénégal devraient être mobilisées pour résoudre les problèmes de tous les Sénégalais, afin de promouvoir le développement et la solidarité dans tout**



**"Xaalis bu ñépp bokk war na jariñ ñépp."**

